

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
N° 632 - VENDREDI 1er NOVEMBRE 1974 - 3,50 F



Tribune socialiste

**ts**

**pour  
mettre  
le pouvoir  
à terre ...**

**unité anticapitaliste**



# Construire une unité offensive

*L'avenir de la gauche est-il suspendu aux allées et venues de ses leaders du côté du Faubourg Saint-Honoré ? Après bien des déclarations ambiguës, on pouvait craindre que la seule réponse perceptible aux conflits qui éclatent depuis cet été se résume en des poignées de main échangées sur les escaliers de l'Elysée.*

*C'est pourquoi nous ne cacherons pas notre soulagement après les déclarations de Georges Marchais à Vitry. Ce n'est d'ailleurs pas le seul enseignement positif que nous retirons du XXIème Congrès du P.C.F. : A tout prendre, quelles que soient nos critiques, nous sommes moins éloignés de la démocratie avancée que de la collaboration de classe, du Programme commun que de la gestion pure et simple de la crise capitaliste, de l'union de la gauche que de n'importe quelle combinaison d'union nationale.*

*Tout cependant reste à faire pour que les responsabilités du mouvement ouvrier pour aujourd'hui soient assurées. Elles sont considérables. Giscard d'Estaing a éprouvé le besoin de prédire lui-même de sombres perspectives. Quand le pouvoir se met à dire la vérité (ou une part de la vérité), il y a de quoi s'inquiéter... ou chercher à lire cette « vérité » jusqu'au fond : et ce n'est rien d'autre que l'appel à la collaboration d'une partie des forces de la gauche. Pour quoi faire ? Pour mettre en valeur des compétences économiques trop longtemps méconnues ? Non : pour désarmer autant que possible les travailleurs, au moins en paralysant certaines de leurs organisations, parce que c'est la seule voie par laquelle il peut tenter de profiter de la crise en faisant accomplir de nouveaux pas au capitalisme dans le sens de sa restructuration et de son renforcement.*

*Or, bien que l'on bavarde beaucoup sur le degré de complicité ouvrière face au développement du chômage et à l'inflation, chaque fois qu'une crise partielle s'ouvre quelque part, on observe une étonnante détermination de la part des travailleurs ; et cette dé-*

*termination ne s'arrête pas au niveau du conflit dit « social ».*

*Quand les employés des P.T.T., en posant le problème de l'emploi et des conditions de travail, contestent l'entreprise de « rationalisation » capitaliste dont non seulement eux, mais aussi les usagers, sont victimes, quand les mineurs de Faulquemont s'attaquent directement à une certaine politique de l'énergie ; quand le combat de l'O.R.T.F. rejoint les luttes pour l'information ; alors, à travers ces exemples tirés de l'actualité la plus immédiate, on voit qu'il s'agit, non seulement de passer de la lutte contre les licenciements au contrôle de l'outil de travail, mais bien plus encore, de poser le problème de la finalité même du travail de chacun. En d'autres termes, la lutte atteint le niveau où se situe réellement la crise du capitalisme, c'est-à-dire son niveau politique.*

*Comment ne pas voir, dès lors, que le petit jeu journalistico-parlementaire sur le rééquilibrage de la gauche est parfaitement dérisoire, et même suicidaire si l'on s'y laisse prendre. Comme si les préoccupations des travailleurs se résumaient à ce genre de considération, et comme s'ils ne pouvaient compter sur d'autres forces que les deux organisations en cause. En réalité, nous savons bien qu'autour de la stratégie de contrôle s'est manifestée une autre force, infiniment éparpillée, mais capable de peser sur le cours des combats contre le capitalisme. Elle a, plus que jamais, son rôle à jouer aujourd'hui pour qu'une réponse offensive à la crise se généralise et s'unifie : réponse qui ne peut en rester au stade de la lutte, entreprise par entreprise, mais exige au contraire l'organisation des solidarités réelles, entre branches, entre travailleurs et usagers, entre producteurs et consommateurs.*

*Aller dans ce sens, à partir des réalités de la base, c'est contribuer à la construction d'une véritable unité populaire, offensive, anticapitaliste. Il n'y a pas de tâche plus urgente pour les militants du P.S.U.*

Michel Mousel

## Communiqué de la Direction Politique Provisoire

(27 octobre 1974)

Au cours de sa Conférence de presse Giscard d'Estaing a présenté un bilan volontairement catastrophique de la situation mondiale. De tels propos ne visent pas à dire la vérité sur la crise globale du capitalisme, mais ils traduisent des objectifs précis du pouvoir actuel. Il s'agit d'accroître l'inquiétude de larges couches de la population et de désarmer la classe ouvrière dans sa résistance à l'offensive patronale contre l'emploi et les salaires. Il s'agit, au plan politique, de préparer la voie à un rééquilibrage de la majorité sur un axe contre-gauche en y incluant tout ou partie de la composante socialiste. Les déclara-

tions provocatrices de Ponia-towski à l'égard du Parti Communiste ont pour but de faciliter cette opération.

L'attitude du Parti Socialiste, et notamment au cours des élections partielles, justifie les inquiétudes qui se sont exprimées à ce sujet au Congrès du Parti Communiste.

Nous considérons que l'intérêt de l'ensemble du mouvement ouvrier est d'empêcher la réalisation de projets tendant à l'avènement d'une majorité et d'un gouvernement de centre-gauche ou, sous d'autres variantes, à une formule d'union nationale.

De ce point de vue, nous estimons qu'un mot d'ordre comme celui « d'Union du peuple de France » risque d'entretenir la confusion.

Les derniers développements de la lutte des classes, et notamment la grève générale des P.T.T., appellent de la part des organisations politiques et syndicales un soutien actif.

Pour le promouvoir, nous proposons que se constituent, avec le concours de ces organisations, des Comités d'usagers, en liaison avec les travailleurs, et que ce type de comités soient étendus à toutes les luttes touchant de larges couches de la population, afin de déjouer les

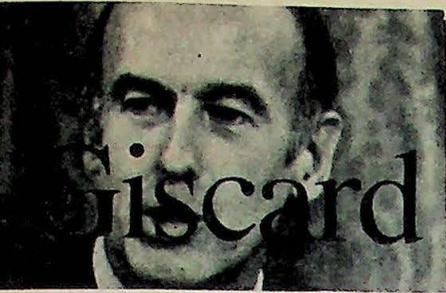
manœuvres du pouvoir visant à dresser les usagers contre les grévistes.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIÉ

**Direction politique :** Christian GUERCHE et Victor LEDUC.  
**Dir. publ. :** André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS  
**Rédaction :** 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.  
**Pour tout changement d'adresse,** joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition : CADET-PHOTO-COMPOSITION



# Giscard à l'heure de la tisane

Jean Verger

Le ton était grave, pessimiste, prophétique même et les allusions au développement de la population mondiale dans les trente prochaines années, eu égard au gaspillage et à l'épuisement des ressources naturelles, montraient même que notre Président avait lu et écouté René Dumont. Voici du reste quelques phrases significatives :

« Le monde est malheureux. Il ne sait pas où il va... s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe... la crise du monde actuel est une crise durable... un changement durable... faire en sorte que ce changement s'effectue pour le bien et pas pour le mal... On peut évaluer d'ici à 1980 à au moins 300 milliards de dollars le déficit dû aux seules importations de produits pétroliers de la part des pays importateurs... Situation de changement instable... », etc., etc.

Ce qui est malhonnête, c'est d'une

part de cacher que cette crise frappe le système capitaliste (et pas un système économique international abstrait) et d'autre part, de proposer des remèdes qui n'en sont pas : un peu comme si on proposait de la tisane à un tuberculeux.

## C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE QUI EST ATTEINT

La crise actuelle définie par Giscard comme durable frappe le système capitaliste dans son ensemble et principalement les pays avancés industriellement. La hausse brutale des matières premières, vient, vingt ans après, démontrer que toute l'expansion et l'accumulation du capital après la fin de la guerre, étaient fondées sur le pillage des ressources naturelles du tiers-monde. L'inflation qui constitue un deuxième aspect de la crise est antérieure et bien largement, à la hausse des prix du pétrole. Enfin, l'éclatement du système monétaire international, permet de

mesurer l'intensité dans le temps et dans l'espace, de cette crise du capitalisme. Cette crise est celle d'un système donné, dans un rapport de forces donné, où ce sont des hommes qui imposent à d'autres hommes leur loi, celle du profit et du marché capitaliste.

Si le « monde est malheureux », c'est parce qu'il vit sous la loi du profit et sous le règne de la marchandise. Mais pouvait-on demander à Giscard qu'il se fit le pourfendeur du capitalisme ?...

## UN CAUTERE SUR UNE JAMBE DE BOIS

Les remèdes dont la présentation optimiste contrastait violemment avec les sombres et catastrophiques prémices, sont d'une platitude désarmante.

Seule proposition « concrète » : l'idée d'une conférence restreinte in-

ternationale sur l'énergie pour contrecarrer, sur le même plan, la conférence proposée par les USA !

En réalité, on a bien l'impression que Giscard attend « que ça se passe ». Un alibi : la crise est internationale, donc, on n'y peut rien. Concertation, concertation ; mais pour quoi faire ?

En attendant, la politique de déflation produit ses effets sur le niveau de l'emploi. Mais on ne touchera pas au budget militaire et aux autres postes de gaspillage du budget. En somme, Giscard appelle les Français, au nom de la crise internationale du capitalisme, à se serrer la ceinture, pour une période indéterminée. Il s'agit, en quelque sorte, de faire avaliser un régime capitaliste sans croissance, et une société de consommation... sans consommation. Reste à savoir si les travailleurs accepteront un tel modèle de capitalisme en crise, longtemps.

## Dossiers de l'Ecran

### Quand Trepper est là...

L'intérêt des Dossiers de l'Ecran — l'émission la plus populaire de la deuxième chaîne — était renforcée, le mardi 14 octobre, par le projet retenu : l'Orchestre Rouge. Il mérite qu'on y revienne.

### Incorruptibles et bandits rouges

Face à 13 invités, Léopold Trepper, le chef de l'Orchestre Rouge — 71 ans — de 1933 à 1944, une vie consacrée à la lutte anti-fasciste dans les pires conditions — de 1944 à 1954, 10 ans de prison (Staline) — la réhabilitation — retour dans son pays natal la Pologne, d'où, en butte aux tracasseries antisémites, il arrive enfin à sortir, pour consacrer les dernières années de sa vie à « vivre » et à écrire ses mémoires...

En hors d'œuvre, un film truffé de mensonges sur l'Orchestre rouge, vraiment ignoble : il représente une tentative d'escamoter le vrai visage du nazisme et de son hostilité. Il réhabilite la Gestapo en salissant ceux qui l'ont combattue à l'origine. La télévision française co-produit ce feuilleton de six épisodes qu'on pourrait intituler : « Incorruptibles vert-de-gris et bandits rouges » réalisé par la chaîne de télévision allemande Bavaria ; coût pour les contribuables français : 2 millions de francs nouveaux. Pour les téléspectateurs de France, on a fait passer le 7<sup>e</sup> épisode à la trappe. Trop explicite et trop compromettant, cet épisode-là — la réhabilitation du fascisme allemand et le manifeste de bonne conscience des forces

qui s'opposent à une réelle dénazification de la RFA — lancinante insinuation au fil des autres récits — sautaient trop brutalement aux yeux. Certes nous dira-t-on, il est facile de critiquer la TV allemande et à force de juger la paille, on oublie la poutre. Qu'est devenu le film « Le chagrin et la pitié » tourné pourtant pour la TV ? De plus, citez-moi quelques films tournés par la TV française en Indochine entre 1947 et 1953 ou sur les vieilles méthodes de chez nous utilisées pendant la guerre d'Algérie ; mais évidemment cela n'est pas une excuse...

### Juif, révolutionnaire et anti-fasciste

Donc, Léopold Trepper est là. Il explique dans une longue tirade vibrante, quel était le sens de son combat en tant que juif, révolutionnaire et anti-fasciste.

Dans l'assistance, deux personnes visiblement ne comprennent rien à ce qu'il dit et ne veulent rien comprendre. Marie-Madeleine Fourcade et Teysandier, président d'une organisation de résistants, tous deux bien-pensants, pour qui la lutte anti-fasciste ne commence qu'avec la défaite de 1940. Leur premier propos est de salir Trepper, l'homme qui de 1939 à 1941 durant la période du pacte germano-soviétique ne peut être considéré que comme un vil espion. Les deux accusateurs semblent avoir été inspirés par le préfet Rochet (ancien Directeur de la D.S.T.), condamné pour diffamation envers Trepper. Rochet aurait ainsi cherché sa

revanche après avoir perdu son procès.

Trepper a beau essayer de leur faire comprendre la nature des renseignements fournis à Staline, le fait que tous ces renseignements visaient à démontrer que le nazisme préparait une attaque frontale contre la Russie soviétique et que le pacte germano-soviétique n'a rien résolu. Rien n'y fait, nos deux résistants bien-pensants reviennent à la charge sur le même thème.

Il fallait quand même un certain courage de 1939 à 1941, en plein pacte germano-soviétique, au cœur de l'ennemi, pour envoyer le genre de renseignements fournis par Trepper à Staline !

I.K. Berzine, directeur des services de renseignements de l'Armée rouge (un membre de la vieille garde léniniste) qui recevait les renseignements de Trepper et les apportait à Staline fut lui-même arrêté en 1941 et exécuté (1).

Trepper à juste titre explique, en passant, le rôle néfaste que joua Staline en liquidant toute la direction de l'Armée rouge en 1938 : pour Marie-Madeleine et son acolyte, Toukhatchevsky, Berzine, Trepper, Staline : dans le même sac !

Le débat de fond de cette émission démarra fort tard et des millions de téléspectateurs passionnés par cette affaire ont peut-être entrevu qu'à côté de la résistance bourgeoise qui commença le 18 juin 1940, une autre avait commencé bien longtemps avant. Cette résistance, c'était celle des hommes qui s'opposaient au nazisme et à ses racines bourgeoises. Léopold Trepper était de ceux-là.

Jean VERGER - Alain MOUTOT

(1) « Le Monde » et notre confrère « Rouge » font la même confusion : le Berzine fusillé en 1937 n'a rien à voir avec le supérieur de Trepper.  
(2) Nous savons de source sûre que tous les invités ont été triés par le Ministère de l'Intérieur.

## POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

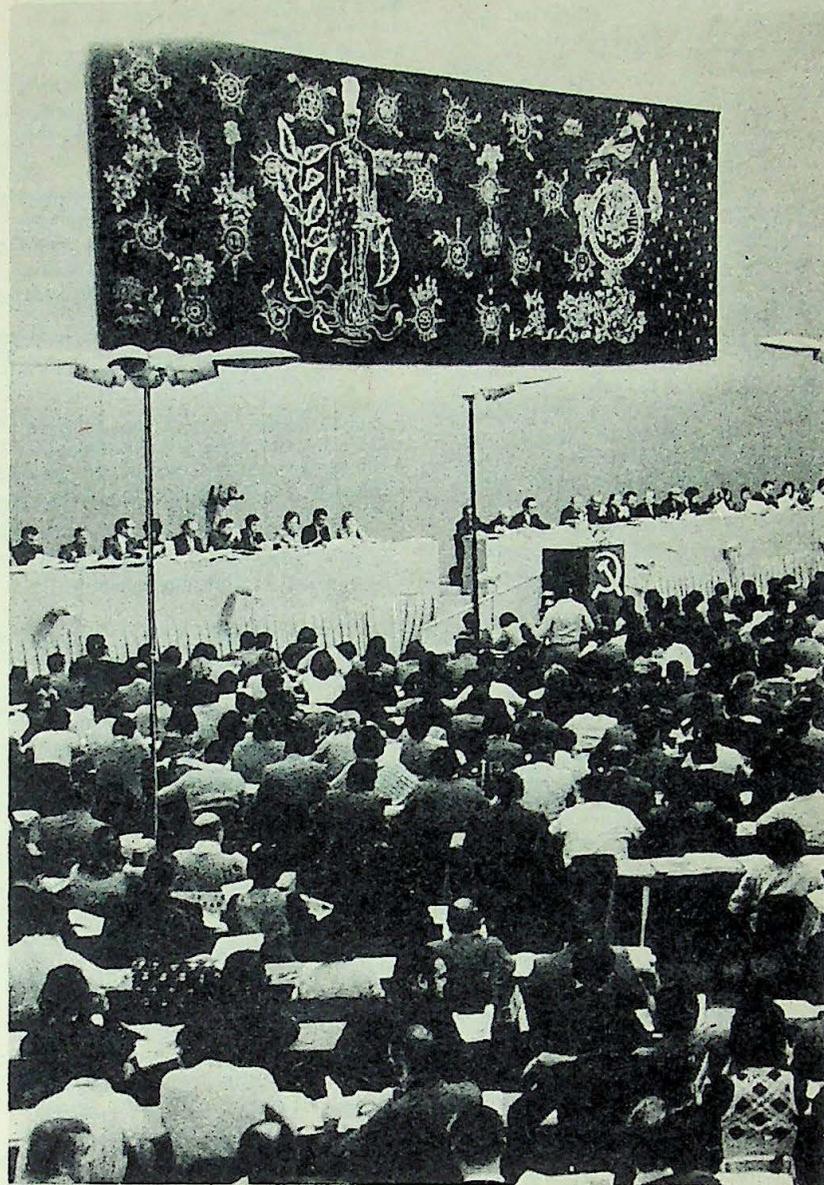
# Le défi communiste

Les communistes sont d'abord fiers d'être communistes. Et la première fonction d'un Congrès, c'est de leur rappeler. Ce XXI<sup>e</sup> Congrès aura permis, une fois de plus, de le constater : heureux de se retrouver dans une assemblée nombreuse aux rouages huilés, au sein d'une ville communiste, les délégués sont fiers de jeter aux autres le défi de l'organisation et de la puissance. Le défi aussi de la culture : une tapisserie de Lurçat au mur, Aragon à la tribune, une exposition de livres et de disques le dimanche, qui dira la vigueur de la production culturelle communiste. Celui de l'histoire : comment ne pas comprendre la légitime satisfaction des militants à se sentir, à entendre dire qu'ils sont les héritiers de la meilleure part du mouvement ouvrier, celle qui a refusé la collaboration de classe, Munich, Vichy, la CED. Celui enfin, de la présence dans les luttes. Georges Marchais le proclamait dans son discours de clôture : « Les communistes citent souvent ce vers du poète : « Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent ». Demain, camarades, dans nos fédérations, sur le lieu du travail et dans nos villes, nous serons ceux qui luttent... ».

Oui, un Congrès du Parti Communiste Français, c'est d'abord cela, cette communion militante autour des valeurs, des combats et des sacrifices qui font « le Parti ». Et sans doute ce rappel quelque peu liturgique, mais émouvant aussi, n'était-il pas inutile à un moment où le parti vit, comme on dit, une « crise d'identité » collective.

## Elever la qualité de l'union

« Mon parti m'a rendu le sens de l'épopée » chantait naguère le poète. Et sans doute les militants communistes — qui sont



« des hommes faits de chair et de sang », rappelait l'autre jour Georges Marchais — ont-ils comme tout le monde « besoin d'y croire » pour mieux agir. Or, la situation tendait plutôt à les inciter au doute.

En deux mots, malgré toutes

les concessions faites à l'union de la gauche, les militants communistes commençaient à se sentir cocus. Ils faisaient des places au P.S. ou aux Radicaux de gauche dans les conseils municipaux où le P.C.F. est à lui seul majoritaire, ils faisaient des campagnes électorales loyales

et coûteuses pour les candidats de la « gauche non communiste », ils respectaient scrupuleusement les engagements du Programme commun. Et ils ne se sentaient guère payés de retour par des socialistes tout aussi ingrats que conquérants. Au gré des événements — les récentes élections partielles constituent le dernier, mais l'ébranlement remonte à mars 1973 — le sentiment s'affirmait que l'union devait certes être respectée et élargie, mais qu'il ne fallait y perdre ni les acquis politiques, ni la personnalité du parti, de plus en plus diluée dans une alliance où le PS faisait figure de vedette montante.

Peu importe, au fond, que l'évolution dans la formulation de la ligne du parti depuis deux mois, ait été due d'abord à la base, où à une rencontre des souhaits de celle-ci et des projets de l'appareil. L'important est que l'évolution existe, et qu'elle se manifeste. Or, c'est bien le cas. D'abord, pour ce qui concerne la conception de l'union avec le PS.

Le premier niveau du rappel à l'ordre au parti de François Mitterrand est celui de la clarté des alliances passées par celui-ci, et de sa technique du « double langage » : l'un au niveau national, l'autre dans les réalités locales. Gustave Ansart l'a fait pour Pierre Mauroy : « Nous avons souvent relevé que c'est à Paris que Pierre Mauroy tient ses propos unitaires. Mais à Lille les propos et les démarches du Parti socialiste sont marquées de beaucoup plus de circonspection et de discrétion. Et il en est ainsi parce que l'alliance centriste continue d'être la règle dans la grande municipalité dirigée par le Parti socialiste. C'est le cas notamment à Lille, mais aussi à Roubaix, à Wattrelos, à Cambrai, à Denain. S'agissant de la communauté urbaine de Lille, c'est une entente de fait avec les partis de la majorité... » Georges Lazzarino l'a fait pour Defferre. Pendant une journée, à la tribune comme devant le « super bar démocratique », ce fut ainsi la « journée du PS »...

A ce premier rappel était bien sûr lié le second, touchant au

## rencontre de Varsovie

# les impératifs de la détente

Une rencontre consultative des partis communistes européens a eu lieu à Varsovie du 16 au 18 Octobre. Elle a été convoquée sur l'initiative des P.C.

polonais et italien. 28 partis y ont participé, entre autres le P.C. roumain et La Ligue yougoslave. Trois petits partis n'ont pas été représentés : ceux de Hollande, d'Irlande du Nord et d'Islande.

Une autre rencontre préparatoire est prévue pour décembre 1974 ou janvier 1975. Quant à la conférence elle-même, elle doit se tenir au plus tard vers la moitié de 1975 en République démocratique allemande. Elle doit être consacrée à « la lutte pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès social en Europe ».

Cette première rencontre a été précédée par la réconciliation entre les P.C. de l'U.R.S.S. et d'Espagne dont les rapports étaient très tendus ces temps derniers. La normalisation, entérinée lors de la visite à Moscou d'une délégation du P.C. espagnol, a mis fin aux tentatives du général Lister, réfugié en U.R.S.S., d'opposer au P.C., dont la politique indépendante déplaisait aux dirigeants soviétiques, une organisation

scissionniste, **inconditionnellement pro-soviétique.**

L'objectif politique de la conférence est de coordonner l'activité des partis communistes au pouvoir en Europe de l'Est et des partis des pays capitalistes d'Europe occidentale. M. Ponomarev, délégué du P.C. soviétique, a insisté sur la nécessité de « lier étroitement le problème de la paix aux objectifs de progrès social ».

Il importe, selon lui, de rendre irréversible le processus de détente, d'établir une paix stable en Europe, de l'utiliser dans l'intérêt des travailleurs des pays capitalistes et pour les transformations démocratiques radicales, d'élaborer enfin un « programme d'action commune ». On y retrouve le mot d'ordre

respect du programme commun. Ici, un élément est venu s'ajouter aux craintes antérieures du PC : ce sont les Assises du socialisme. Georges Marchais, dans le rapport du comité central, et plusieurs autres orateurs ont ainsi exprimé la crainte que les proclamations rocardiennes ou cédétistes sur le socialisme ne soient un moyen de s'écarter dans l'immédiat d'un programme concret et revendicatif, seul capable de mobiliser les couches populaires, et ne visent pas là à promouvoir une opération politique destinée à réduire le PC au rôle de force d'appoint. D'où le leitmotiv « **Battre l'adversaire commun, sur une base commune qui est le Programme commun** ».

Troisième élément touchant aux rapports PC/PS : le problème des rapports avec le pouvoir. La direction du PC sait que F. Mitterrand estime possible un scénario dans lequel il serait appelé au poste de premier ministre (pour former un gouvernement de gauche, à participation communiste), par V. Giscard d'Estaing lui-même, incapable de se sortir de la crise, et désireux de s'appuyer sur les organisations ouvrières. Même si cette hypothèse (également caressée par une fraction moderne du patronat) n'est sûrement pas celle dans laquelle se place Giscard, elle inquiète vivement le PC, dans la mesure même où elle n'est pas clairement rejetée par Mitterrand (ni par Rocard). D'où la rapide et nette mise au point de Marchais sur l'invitation récente de Giscard — « **les communistes n'iront pas à l'Élysée** » — espérant forcer la main de Mitterrand. D'où les rappels du même Marchais, sur « **les spéculations persistantes sur la possibilité de voir M. Giscard d'Estaing appeler François Mitterrand à la direction du gouvernement, alors qu'à l'évidence, il est absurde de croire qu'un gouvernement d'union de la gauche pourrait appliquer le programme commun avec un président de la république et une majorité parlementaire réactionnaires.** » D'où la question de Juquin : « **Le Parti socialiste et les radicaux de gauche font-ils tout pour déjouer les plans « anti-programme commun » de la réaction ?** ».

## Un débat stratégique de fond

Le plus intéressant est que ces trois critiques débouchent sur un débat fondamental concernant la nature et l'objectif de l'union de la gauche. « **L'union de la gauche ne peut rester un accord au sommet, un accord sur des textes aussi importants soient-ils** », proclamait G. Ansart, et de nombreux congressistes expliquaient au représentant de **Tribune Socialiste** (envers qui l'accueil fut toujours fraternel) combien les socialistes tendaient trop exclusivement, dans leur département, à réduire l'alliance à des perspectives purement électorales : « **ils ne veulent jamais réellement entrer dans l'action avec nous** », disait l'un d'entre eux. Et Pierre Juquin renchérisait : « **la question fondamentale n'est pas seulement la conquête de la majorité, mais celle de l'après-conquête (...). Il faut aider les Français à prendre conscience du problème, du contenu de l'union. Le choix spontané d'un « moindre mal » réformiste les mènerait à une désillusion catastrophique** ». C'est là, incontestablement, l'un des aspects les plus intéressants de la polémique : si celle-ci s'est faite plus vive, c'est qu'elle pose des problèmes essentiels concernant la stratégie unitaire, ses modalités et sa finalité.

La stratégie du PCF, c'est celle de « l'union du peuple de France pour un changement démocratique ». Et si des amodiations ont pu être apportées au projet initial de résolution, l'axe en demeure inchangé. Il s'agit toujours, n'écarter qu'une petite poignée de féodaux du grand capital et leur commis politiques, de rallier des couches représentant l'immense majorité de la population française, pour le passage électoral à cette phase de réformes démocratiques — laquelle pourra être suivie d'une autre, entamant une construction socialiste, le jour où la majorité du peuple en déciderait ainsi. La journée du samedi fut ainsi, à Vitry, consacrée pour une large part à ces appels sectoriels dont le PC a le secret. Antoine Casanova s'adressa aux chrétiens, souhai-

tant rassembler « **l'immense majorité des croyants et des incroyants en un mouvement unitaire dont ne se trouvent exclus que les représentants du grand capital, et leurs commis, qu'ils soient athées ou dévots** ». Paul Laurent consacra tout son discours aux militaires, appelant de ses vœux, « **l'union de notre peuple et de son armée. Celle-ci est partie intégrante de l'union du peuple de France.** ». Madeleine Vincent parla des femmes et J.M. Catala des jeunes. Un zeste ici où la de gaullisme, de commerçants et d'artisans, d'agriculteurs — chacun eut sa part. Nous avons dit déjà le danger de confusionnisme que présentait une telle méthode et une telle stratégie, et il n'est pas utile d'y revenir ici.

Il faut noter en revanche que, si l'axe stratégique n'a pas été transformé par le congrès, celui-ci a construit toute une série de garde-fous, dont l'existence pourrait désormais s'avé-



rer importante pour la politique du PC.

## Les garde-fous

Il faut citer ici les plus importants de ces garde-fous. Sur les PME d'abord, « **le parti soutient activement les revendications des salariés des PME et œuvre en même temps pour que les employeurs prennent conscience de leur intérêt à voir s'élever le pouvoir d'achat des masses populaires et sau-**

**vegarder l'emploi ainsi que le développement régional** ». On saisit la nuance : il ne s'agit pas de renoncer à convaincre les PME, mais les intérêts supérieurs de la classe ouvrière sont réaffirmés.

Cette mise en avant du rôle central de la classe ouvrière dans l'union du peuple de France est du reste l'un des dispositifs centraux du « redressement » doctrinal du PCF, de même que la réaffirmation du caractère socialiste de son combat.

Au lieu de dire que « **le socialisme n'est pas à l'ordre du jour** », on dit — c'est la formulation de Roland Léroy présentant le rapport de la commission de la résolution : « **Oui, le socialisme est le régime dont la France a besoin (...), le socialisme est non seulement nécessaire, mais il est possible dans ce pays capitaliste avancé où le régime révèle ses limites, où les bases matérielles du socialisme existent pleinement, où une large avant-garde ouvrière combat depuis longtemps pour le socialisme (...). Mais ce qui est à l'ordre du jour, c'est cet affaiblissement du grand capital (...)** ». C'est le « oui, mais » de Roland Léroy. Encore une fois, on ne modifie pas la perspective stratégique fondamentale, mais l'accent est tout de même mis sur la lutte pour le socialisme.

Réaffirmation du rôle central de la classe ouvrière, redécouverte des perspectives socialistes, accent mis sur les conséquences idéologiques, morales et culturelles de la crise du capitalisme, conception plus conflictuelle de l'union de la gauche, on voit que le XXIe congrès opère un retour aux sources dont les conséquences politiques pourraient être importantes. Cela veut-il dire pour autant que le PCF ait réellement décidé — selon les propos de Roland Léroy — de jouer pleinement un rôle de « **parti révolutionnaire de masse** », de « **parti de la classe ouvrière révolutionnaire** » ? Ne rêvons pas à des révisions déchirantes. Mais soyons attentifs aux possibilités désormais ouvertes...

Gilbert HERCET

de la « réforme démocratique » chère au P.C. français, la lutte pour le socialisme étant reléguée au second plan de l'actualité et remise à plus tard. Le délégué du P.C. portugais a affirmé que « la coexistence pacifique non seulement n'empêche pas le développement du processus révolutionnaire mais, au contraire, crée des conditions propices à de nouvelles réalisations et victoires ». Ainsi se précise la stratégie commune des partis de l'Est et de l'Ouest européens, tendant, d'une part, à favoriser la coopération entre les deux parties du continent, et, d'autre part, à la formation de vastes alliances inter-classes, permettant aux communistes occidentaux de participer au gouvernement, au prix de la renonciation à la lutte pour le socialisme dans les circonstances présentes.

Quant aux préparatifs et au déroulement de la conférence des partis communistes européens, ils ont été assortis de réserves et de conditions expresses, aussi bien par les représentants des partis italien et roumain que par ceux de la Ligue yougoslave. Cette conférence ne doit en aucun cas être considérée comme le prélude à une conférence mondiale que désirent réunir les soviétiques ; moins encore à la création d'un centre du mouvement communiste international, tendant à « imposer, selon le délégué yougoslave, les expériences et les pratiques d'un parti dans l'édification du socialisme ».

Tous les partis doivent participer à l'égalité à la préparation de la conférence et des documents qui lui seront éventuellement soumis : elle doit être

fondée sur le respect réciproque des idées et positions ; ses décisions devant être prises avec le consentement de tous les partis.

Le délégué yougoslave a précisé que la conférence plénière, à laquelle il n'a pas pris l'engagement de participer, n'aura pas pour objet de « porter jugement sur la politique et la pratique d'un parti communiste quel qu'il soit ». Le délégué du P.C. français, Kanapa, a été encore plus explicite en déclarant : « Aucune délégation n'a évoqué les problèmes des rapports avec le P.C. chinois, ni émis l'idée que des jugements sur sa politique puissent être objet de discussions ».

Ces précautions ayant été prises et ces concessions accordées, cette confé-

rence consacra, bien que d'une manière indirecte, la prééminence du P.C.U.S., la normalisation des rapports soviéto-yougoslaves ainsi que la convergence de la politique soviétique et de l'orientation des partis communistes d'Europe occidentale, jouissant désormais d'une plus large autonomie d'action.

Victor FAY

P.S. Dans mon article de la semaine dernière, s'est glissée une regrettable erreur, qui m'a fait traiter le gaullisme de « mouvement d'essence révolutionnaire ». Bien entendu, c'est réactionnaire qu'il fallait lire.

V.F. ■

# sur la touche

Il paraît qu'il y a eu du grabuge à la dernière réunion du CERES. On a même parlé de pots de fleurs qui voltigeaient en tous sens. Allons, camarades, réservez vos coups pour l'ennemi de classe au lieu de vous entretenir...

Il est vrai pourtant que l'enjeu de cette réunion était sérieux. François Mitterrand a en effet confirmé à sa gauche qu'il n'entendait pas renouveler le contrat passé à Epinay ( qui lui avait pourtant permis de prendre la direction du parti ) et difficilement sauvegardé au dernier Congrès, à Grenoble. Si l'alliance est dénoncée, le CERES est fondé à s'interroger sur les raisons de cette rupture. Car bien des avancées, depuis des années, ont été son fait ou réalisées sous son impulsion. Ainsi en est-il des

structures internes, garantissant une ( relative ) vie démocratique, de la priorité à l'union de la gauche, stratégie qui a trouvé sa traduction dans le programme commun, du renouveau idéologique, avec des propositions intéressantes sur la transition au socialisme, de la restructuration de la gauche et d'une politique d'ouverture à tous les courants socialistes. S'agit-il donc de remettre en cause l'ensemble de ces acquis ?

Rien n'est encore certain mais le CERES a tout de même décidé, à

une très forte majorité, de suivre de très près l'évolution du Parti. Puisqu'on ne veut plus de lui à la direction, il se replie sur un travail à la base et n'aura plus besoin de passer des compromis, parfois difficilement assimilables par sa base. De fait, la « gauche socialiste » se trouve aujourd'hui en situation d'opposition au sein du PS. Elle n'a donc plus de raison de ne pas poser le problème de la fonction idéologique d'une direction politique. Un débat qui peut être passionnant.

C'est décidé, Georges Marchais ne rencontrera pas Valéry Giscard d'Estaing. Et Jean Ferniot de s'interroger gravement sur ce que révèle cette décision. Le refus des communistes de bénéficier des « bienfaits de l'ouverture » paraît à l'éditorialiste de RTL un indice décisif de ce que les militants du PCF n'ont pas encore changé leur comportement démocratique.

Bien sûr, les choses sont moins simples et on peut comprendre que les leaders de la gauche n'aient aucune envie de servir en cette affaire de « faire-valoir » au chef de l'Etat. Mais, puisqu'on parle changement, signalons à Jean Ferniot une autre anecdote, tout aussi révélatrice : l'éviction de certains journalistes du Congrès de Vitry.

En particulier, l'équipe de **Politique hebdo** (hebdomadaire national qui, à travers bien des aléas, a aujourd'hui quatre ans d'existence) avait effectué les démarches nécessaires pour qu'un journaliste de son service politique puisse suivre les travaux du XXI<sup>e</sup> Congrès.

Après bien des palabres, elle s'entendit faire cette réponse stupéfiante par le secrétariat de Roland Leroy : « Vous êtes un organe de presse que nous ne reconnaissons pas. » La même réponse a été faite au **Manifesto**...

Une fois passé le rire inextinguible qui vous prend à l'énoncé d'une proposition aussi dialectique, on peut tout de même se poser une question : Georges Marchais a écrit dans le **défi démocratique** que les droits à la liberté d'expression seraient garantis en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir. La protection de la minorité ne jouerait-elle que pour la droite ? Si Roland Leroy devient un jour ministre de l'information, **Minute** pourra-t-il continuer à paraître, mais non **Politique hebdo**, « organe de presse non reconnu » ? On espère une réponse... □

## Les exclus

## EN CAS DE MALHEUR

« Décevant, aucun intérêt... »

Ces jugements sombres, on pouvait les entendre dans toutes les bouches de députés de base dans le petit train qui s'en revenait de Versailles, l'autre lundi. Réuni en Congrès, le parlement venait d'adopter, par 488 voix contre 273, le projet de loi constitutionnelle en vertu duquel soixante députés ou soixante sénateurs peuvent demander au Conseil constitutionnel de se prononcer sur la constitutionnalité d'une loi.



« Aucun intérêt », c'est évidemment la réponse de tout militant révolutionnaire pour qui les batailles juridiques internes du régime n'offrent que fort peu matière à ré-

flexion. Il faut pourtant prendre garde à cette pratique des « petits textes ». L'énorme campagne de publicité, orchestrée à ce propos au plus haut niveau, sur les

« droits de l'opposition » cache en effet mal une opération politique de plus vaste envergure. Le chef de l'Etat et ses conseillers sont hommes prudents et ne se font pas trop d'illusions sur la pérennité de leur pouvoir. Si, à la suite d'une grave crise sociale ou d'élections malheureuses, ils étaient contraints de lâcher les rênes, ils s'assurent de garder un pouvoir de blocage.

C'est exactement, et ce n'est pas un hasard, le scénario qui fut utilisé par la droite au Chili. Toute loi votée sous la pression populaire était immédiatement déferée à la Cour suprême, ce qui retardait d'autant son application. Ce n'est évidemment pas ce mécanisme légal qui fut cause des principales difficultés du gouvernement d'Unité populaire. Mais c'était un souci de plus, et surtout une manière d'obliger la gauche à mener des batailles juridiques qui se prétaient mal à la mobilisation des masses.

Le PSU d'après le Conseil National d'Orléans intéresse. On peut le constater ce 24 octobre : aux portes de la Mutualité, se presse tout un monde qui, répondant à l'invitation affichée sur les murs de Paris, est venu entendre « le PSU répondre à vos questions ».

Et cette fois, le PSU a voulu rompre avec la tradition des sempiternels meetings où le ron-ron des discours de le cède en rien à la passivité des spectateurs. Pour sa nouvelle apparition publique, le PSU a voulu faire autre chose. Et ce n'est pas facile. La traditionnelle Mutualité ne convient guère - c'est le moins qu'on puisse écrire - aux innovations dans ce domaine. Pourtant, on a fait un effort. Ça n'a pas empêché les copains de mettre le paquet, comme on dit. La salle a été égayée par la multitude d'affiches témoignant de l'intervention concrète du PSU dans les différents fronts de lutte. Et surtout, la tribune ! Elle brille de tous les feux et toutes les couleurs d'une décoration appropriée et significative avec un poing magnifiquement dessiné. Des tentures révèlent les mots d'ordre d'un « PSU lié aux luttes » - « pour l'autogestion et le socialisme » et tout et tout... L'ambiance musicale est animée par un groupe et une camarade de Besançon, Claire qui nous font revivre LIP en chansons.

## L'autogestion, c'est instaurer le débat

En ce qui concerne le débat, l'organiser n'est pas facile non plus. Surtout si on a la prétention d'instaurer un dialogue entre la salle et le tribune. Pour rendre vivante la participation d'une assistance très nombreuse, au déroulement du meeting, c'est à Berger qu'il revenait d'expliquer les règles du jeu. Pour la salle du bas, des micros baladeurs ; pour les gens du haut au balcon, des papiers à remettre au S.O. En ouverture de débat, André Barjonet a su trouver les accents lyriques parfaitement adéquats à la description de la crise du capitalisme, accentuée par les problèmes de l'énergie. Piaget lui a succédé. Avec le rayonnement que tout le monde lui reconnaît, en termes clairs et concrets, il devait préciser, à partir de son expérience militante, le rôle nécessaire d'un outil politique ouvert à tous ceux que préoccupent la révolution et l'autogestion. Par ailleurs, sur le contrôle ouvrier, Charles Piaget a insisté sur la mise sur pied pendant les luttes de structures horizontales dont l'absence constitue un frein puissant à la combativité ouvrière.

## Un feu roulant de questions

C'était parti. Le feu des questions à peine ouvert par un militant de la CFDT qui s'étonnait encore que la direction de la centrale puisse engager la base

# Le PSU répond toujours...



avant qu'elle n'ait eu même le temps de lire le projet de société, que les interventions se faisaient tous azimuts. Un flot ininterrompu de papiers submergent la tribune. On voulait tout savoir des positions du PSU. Sur l'armée, sur les femmes, sur l'école, sur l'action dans les entreprises, sur les minorités nationales. A cela il faut ajouter les questions qui fusaient du micro : et le problème de la solidarité militante avec les Palestiniens ? Et l'expérience de contrôle à tirer du conflit des Banques ? Et d'aucuns dont l'appartenance à d'autres organisations ne faisaient pas de doute, de manifester un particulier intérêt au mouvement large pour l'autogestion évoqué par Piaget.

Pour une organisation politique, qu'une campagne de presse effrénée avait présentée comme quasiment morte, il faut croire qu'il s'agit d'un mort interrogé, questionné de près et dont la place réelle dans les luttes et sur l'échiquier politique pose problème...

## Le PSU répond

A présent devant une salle attentive et réfléchie, il revenait aux camarades de la tribune de répondre, manifestant par ce moyen une volonté d'expression collective du parti. Dans le cadre d'un article, il n'est pas possible de tout dire — deux interven-



tions devant cependant être soulignées — celle de Victor Leduc qui a rétabli les faits à propos de l'exclusion du PSU des Assises, par le comité d'organisation. Manifestement, constatait Leduc un contrat à débouché organisationnel a été conclu par les différentes composantes des Assises sans consultations démocratique des militants. Quand à Geneviève Petiot, seule femme à la tribune et qu'on attendait pour cette raison au tournant, elle précisa tout de suite que les composantes de la tribune ne reflétaient en rien la proportion des femmes à l'intérieur du PSU. Pas question pour elle d'être la bonne conscience féministe du parti ! Elle devait le démontrer en approfondissant le point de vue du PSU sur l'armée et le soutien aux appelés ainsi que sur ce qui touche l'école. La camarade Petiot, à propos de la lutte des femmes, expliqua que cette lutte était inséparable d'autres fronts d'action et insista sur le rôle et les possibilités d'intervention des femmes même dans d'autres champs de luttes qui pourraient leur paraître étrangers, à savoir l'armée. Restait à Michel Mousel de faire la synthèse et tirer les conclusions du meeting. Après avoir ironisé sur les fossoyeurs du PSU, dont certains se trouvent dans la salle, des anciens comme des plus récents, le camarade Michel Mousel insista sur la place déterminante du PSU. Il déclara notamment : « Le thème du rééquilibrage de la gauche est mal posé car elle accredit l'idée qu'il existe seulement deux forces à gauche, alors qu'une troisième force, constituée par une couche militante qui se situe dans une perspective révolutionnaire et autogestionnaire, a joué un grand rôle dans les récentes luttes sociales en France ». A propos de l'organisation même du PSU, Mousel annonça les nécessaires transformations de structures car « un parti révolutionnaire dans ses objectifs doit l'être aussi dans son sein » puisque le but du PSU n'est pas de se crispier dans sa survivance, mais de se dépasser pour répondre aux exigences de l'heure.

## Critiques et autocritiques

Il était déjà tard. Une vibrante Internationale clôtura cette rencontre. Déjà, dans les différents cafés des alentours, de petits groupes de discussion se formaient et glosaient sur la tenue du meeting. « La volonté de changer est manifeste, mais tout ça reste un peu long », pouvait-on entendre. Quand à la participation de la salle, les détails sont à améliorer. Il serait bon que le débat soit centré sur un seul thème, compte tenu de la pesanteur de la Mutualité. Du reste, Christian Berger avait répondu par avance à cette interrogation, donc à ce sentiment de frustration : des meetings décentralisés seront organisés dans la région parisienne et réponse sera faite à tous ceux qui n'ont pu poser leurs questions.

Alain MOUTOT ■

# LE IXÈME CONGRES NATIONAL DU P.S.U.

La commission d'Organisation du Congrès, ratifiant les propositions de la Direction Politique Provisoire, a fixé la date du IXème Congrès aux 14-15-16 décembre 1974 et propose l'ordre du jour suivant :

- 1°) Rapport de la Direction Politique Provisoire comportant notamment un bilan politique et matériel sur l'état du P.S.U.
- 2°) Tâches et perspectives du P.S.U.
- 3°) Structures et développement du Parti.
- 4°) Election de la Direction Politique Nationale.

## POUR LANCER LE DEBAT

Définir les conditions concrètes d'une stratégie populaire anti-capitaliste.

Préciser le rôle du P.S.U. dans la période actuelle et les formes du rassemblement populaire sur l'axe du contrôle et de l'autogestion.

Engager la préparation d'un programme qui prenne appui sur les luttes des travailleurs.

A une large majorité, nous avons refusé de nous engager dans une voie qui s'écartait de la ligne patiemment élaborée au cours de nos luttes et de nos débats des dernières années.

Contre ceux qui estiment que le P.S.U. a fait son temps et qu'il ne peut désormais espérer mieux qu'une dilution au sein d'un vaste rassemblement travailliste dominé par le réformisme, nous avons affirmé notre confiance dans les acquits théoriques et pratiques de notre Parti. De Lip à Noguère, de la Banque à la Caisse des Dépôts, de l'école à l'avortement, sur tous les fronts de la lutte contre le capitalisme et son pouvoir, nous avons collectivement éprouvé nos réponses et forgé nos convictions. Mais en même temps nous avons pris la mesure des contradictions qui existent entre la perspective défendue par la coalition des partis de l'Union de la gauche et illustrée par le Programme Commun, et les aspirations fondamentales qui s'expriment dans le contenu et dans les formes mêmes de la lutte des travailleurs.

Ni la campagne présidentielle, ni l'opération des Assises du Socialisme ne nous ont

convaincus que ces contradictions étaient surmontées. Mais, ayant affirmé la justesse de nos thèses, nous ne pouvons aujourd'hui nous contenter de les confirmer. Dans la mesure même où nous pensons que le P.S.U. a un rôle déterminant à jouer, nous ne pouvons nous satisfaire de le maintenir, et de répéter en Décembre l'expression d'une résolution déjà manifestée en octobre.

Dans une conjoncture qui se modifie rapidement sous l'influence de la crise profonde dans laquelle s'enfoncent le capitalisme, dans un contexte politique marqué par le développement des contradictions au sein de la gauche, nous devons définir clairement les implications concrètes de nos propositions.

Nous ne pouvons plus nous contenter de réponses de principe.

Face à ceux qui fondent toute leur stratégie sur la conquête des quelques centaines de milliers de voix qui leur ont fait défaut lors des dernières élections, nous devons dire concrètement comment nous entendons contribuer à l'avènement, en France, du socialisme.

Même si la brièveté des délais rend l'entreprise difficile, la manière dont nous menons nos propres débats doit illustrer concrètement nos propositions. C'est pourquoi la Direction Politique Provisoire propose dans un premier temps en tenant compte des acquits du P.S.U. de lancer la discussion dans l'ensemble du Parti sur le texte suivant qui s'efforce de formuler les principales questions

qui se posent à tous les militants pour déterminer l'orientation du Parti.

### 1 - Définir les conditions concrètes d'une stratégie d'unité populaire anticapitaliste.

11 - Quels sont les éléments nouveaux de la période ?

111 - En quoi la crise actuelle (dont le caractère durable et la gravité sont maintenant reconnus par le pouvoir lui-même) diffère-t-elle des précédentes ?

— quelle analyse économique et politique peut-on faire de l'accélération de l'inflation mondiale ?

— si on admet qu'il n'est pas possible d'attendre passivement un éventuel effondrement du capitalisme, comment peut-on tirer parti de ses difficultés et éviter que les travailleurs en fassent les frais ?

112 - Comment analyser la politique du pouvoir face à la crise.

— quelles sont les contradictions principales du capitalisme mondial et national ?

— comment le pouvoir peut-il mettre à profit la crise pour restructurer l'appareil de production et maintenir ses privilèges ?

— A-t-il une stratégie cohérente ou peut-on se contenter de dénoncer son absence de politique ?

113 - Comment la coalition de gauche, qui a fondé son unité sur la perspective électorale, peut-elle répondre aux interrogations d'une période sans échéances électorales pro-

chaines (municipales en 1977, législatives en 1978, présidentielles en 1981).

— les contradictions au sein de la gauche ont-elles des raisons objectives de s'accroître, ne sont-elles que la manifestation de tensions passagères ?

— le P.S. risque-t-il de s'orienter vers une politique de collaboration de classe ou peut-il peser sérieusement dans l'animation des luttes de masse ? Quelles sont les perspectives réelles de sa gauche ?

— Quelles conséquences peut-on tirer du XXIème Congrès du P.C.F. quant à sa stratégie et quant à ses relations avec les diverses organisations de gauche ?

114 - Quelle analyse faisons-nous aujourd'hui de l'expérience des groupes d'extrême gauche depuis 1968 et quels enseignements tirer de leurs débats actuels ?

115 - Que signifie aujourd'hui une stratégie d'unité populaire anti-capitaliste ?

— Tout en affirmant la priorité à l'unité populaire à la base et dans les luttes, dans quelles conditions peut-on envisager de développer en direction des organisations de gauche (ou de la gauche des organisations) une politique d'unité d'action anticapitaliste ?

— peut-on considérer comme positif, ou simplement indifférent, le développement d'éventuelles tensions et l'apparition de risques de rupture au sein de la gauche ? Sinon, comment pouvons-nous contribuer à les éviter ? Comment, en même temps utiliser les contradictions au sein des organisations pour faire progresser le débat ?

### Position du courant 1 à la réunion du 18 octobre du Comité d'Organisation du Congrès.

Les représentants de notre courant ont participé le mardi 15 octobre, conformément aux engagements pris lors du Conseil National d'Orléans, à la commission préparatoire au Congrès du parti. Ils ont appris, dès l'ouverture de la réunion, que la Direction provisoire des courants Mousel-Barjonet avait décidé unilatéralement de convoquer le Congrès pour les

dates des 14 et 15 décembre, sur un ordre du jour lié uniquement à l'activité de cette Direction provisoire.

\*

Ils ont demandé pour leur part que le Congrès se tienne dès que possible afin de mettre fin à une situation provisoire (et

fort peu statutaire) qui se fait au détriment du parti tout entier : ils ont proposé les dates des 16 et 17 novembre. Devant le diktat de la Direction Provisoire et la rupture de tous les engagements pris le 6 octobre, nos représentants ont décidé de suspendre leur participation à la commission préparatoire au Congrès. Les militants du PSU qui se réfèrent au courant

## PREPARATION DU CONGRES

1°) Dans ce numéro de T.S. publication d'un texte indiquant les principaux problèmes pour lancer le débat dans le Parti.

2°) Dans le T.S. des 8 et 22 novembre, encarts réservés aux militants comprenant les textes et contributions en provenance des fédérations, sections, militants (dates

limites respectivement fixées aux 4 et 18 novembre). Si l'abondance des textes le rendait nécessaire, la Commission étudierait au besoin une publication supplémentaire à condition qu'elle puisse être diffusée à tous les militants.

3°) T.S. du 15 novembre : encart comprenant les textes d'orientation générale. (Date limite 11 novembre)

4°) Les Congrès Fédéraux pourraient ainsi se tenir pour les 7 et 8 décembre.

— Quelles attitudes devons-nous avoir à l'égard du Programme commun de gouvernement ? Comment faire pour éviter une critique de caractère essentiellement technocratique (faiblesse des « recettes » économiques par exemple), en développant une analyse compréhensible par les masses ?

— Comment développer le travail au sein des syndicats sans tomber ni dans la pratique de fraction ni dans les accords purement organisationnels ?

— Sur quelles bases et avec quelles couches sociales doit se développer l'unité populaire autour de la classe ouvrière ? Par rapport à l'attitude du P.C. et du P.S., quelles positions devons-nous défendre à l'égard des paysans, des petits commerçants et artisans, des cadres et plus largement de la petite bourgeoisie archaïque ou moderne ?

**2 - Quel doit être le rôle du P.S.U. dans la période actuelle et comment promouvoir un rassemblement populaire autour de la classe ouvrière sur l'axe du contrôle et de l'autogestion ?**

**21 - Quelles perspectives nouvelles s'ouvrent au P.S.U. dans une conjoncture qui se modifie rapidement ?**

a) par rapport à l'union de la gauche.

b) par rapport aux groupes d'extrême gauche.

Quelle place doit-il tenir dans les luttes et dans le champ politique pour faire avancer dans les

masses la perspective du pouvoir des travailleurs ?

**22 - Dans quel sens convient-il de transformer nos propres structures pour les mettre en accord avec nos objectifs ?**

Comment assurer concrètement la priorité à la lutte sur les lieux de travail ? Quel rapport entre les sections d'entreprise et les sections locales ?

Comment organiser les secteurs d'intervention du Parti pour assurer leur étroite liaison avec le mouvement de masse tout en assurant l'homogénéité de l'intervention politique du Parti ?

Comment assurer le contrôle permanent de la base sur les organes de direction pour éviter qu'ils puissent développer une ligne en rupture avec les décisions collectives ?

Comment transformer la vie du Parti (réunions, formes du militantisme, langage, services rendus aux militants, etc...) de telle façon qu'ils deviennent plus accueillants à de plus nombreux militants ?

Quelles caractéristiques de la société bourgeoise le Parti a-t-il tendance à reproduire comme toute organisation ouvrière ou non (hiérarchie, division du travail, centralisation, couches dirigeantes, etc...). Comment concilier la lutte nécessaire pour s'en affranchir avec les impératifs d'efficacité ?

**3 - Comment élaborer, à partir des luttes d'aujourd'hui, le programme correspondant à notre objectif : la construction du socialisme par**

**le pouvoir des travailleurs ?**

**31 - Quel type de programme avons-nous à établir ?**

En quoi doit-il se différencier principalement :

— du manifeste de Toulouse ; y a-t-il nécessité à partir de cet acquit essentiel de lier explicitement l'action immédiate au problème du pouvoir et aux perspectives de construction d'une société socialiste autogestionnaire ? Comment nommer ce programme ?

— d'un programme d'action immédiate (type Conseil National d'Orsay Janvier 1971) ?

— du programme commun ?

Par sa méthode d'élaboration ? par son contenu ? par la stratégie qui le sous-tend ? Le programme commun est un programme de gouvernement, le nôtre doit-il prendre en compte la question de l'action gouvernementale ?

— Comment par rapport aux luttes d'aujourd'hui et aux expériences historiques prendre en compte l'étape du double pouvoir : problème du gouvernement et des organismes autonomes de pouvoir populaire ?

**32 - Quelle démarche ?** S'agit-il d'un texte élaboré par et pour le P.S.U. ? Est-ce un texte à négocier avec d'autres organisations ? S'agit-il plutôt de faire en sorte que le programme s'élabore réellement au fur et à mesure des expériences collectives de la classe ouvrière en lutte ? Comment lier cette élaboration à la constitution d'un mouvement large pour le contrôle populaire et l'autogestion ?

des Assises feront connaître le 26 octobre, par la voix de leurs délégués, les conclusions qu'ils tirent de l'attitude d'une Direction qui n'a plus rien de provisoire et se présente à la fois comme un nouveau Bureau National et une nouvelle DPN issus d'un Congrès fantôme, après un débat bidon, sur la base d'orientations qui ne sont pas connues des militants.

(Les deux courants de la majorité du PSU ont eu pour souci constant de permettre une préparation sérieuse et démocratique du congrès... du PSU. Il est évident qu'ils ne pouvaient entrer dans des considérations de tactique interne à une autre organisation (en particulier du fait que le PS tiennne une convention nationale le 8 décembre).

Le courant 1 a d'ailleurs finalement annoncé à la presse qu'il revenait à la commission d'organisation du congrès et acceptait de participer au congrès à la date fixée ; il a simultanément précisé que le PS aurait décidé de reporter au 21 décembre les décisions relatives à son congrès de janvier. Tout commentaire est superflu.)

Quelles formes de travail politique et de discussion permettrait dès aujourd'hui de lier les revendications immédiates aux perspectives de rupture avec le capitalisme et d'instauration de la société socialiste ? Comment concrètement, dans l'automobile la construction ou l'information, par exemple, lier la lutte pour la défense de l'emploi à la réflexion collective sur l'orientation de l'appareil de production et sa gestion ?

En aucun cas ces questions ne doivent être considérées comme intangibles ou exclusives. Elles ne sont qu'un guide pour une réflexion que nous souhaitons largement collective. Au-delà du parti, elles s'adressent à tous ceux qui ne sont pas encore persuadés de détenir la recette miraculeuse pour instaurer dans ce pays le pouvoir des travailleurs.

**DENISE FONTAINE**

Institutrice, puis professeur certifiée de français dans un lycée technique à Niort, puis dans un lycée classique de banlieue, maintenant dans un C.E.S. parisien.

attention école

## ECRIS, TAIS-TOI!

**l'enseignement du français**

**ÉCRIS, TAIS-TOI!** — C'est à cela que se résume en général l'enseignement du français.



Une analyse des méthodes et du contenu permet de comprendre l'objectif et les résultats d'un pareil système : plus de la moitié des Français ne savent vraiment ni lire ni écrire.

« Parle, on t'écoute ! », tel peut être le slogan des enseignants qui, appuyés sur les théories linguistiques modernes, s'efforcent d'aider les enfants à prendre eux-mêmes la parole, à s'emparer de leur langage pour dire leur propre vie.

Expériences pédagogiques, science linguistique, option politique se rejoignent ici pour proposer aussi bien que pour critiquer.

128 p. 14,50 F

## LES LYCÉENS



4.500.000 jeunes scolarisés dans le second cycle. Qui sont-ils ? Que disent-ils ? Que veulent-ils ? Que vivent-ils ? Plutôt que de dissertar sur eux, ce livre leur donne la parole. Voici des tracts, des affiches, des poèmes, des extraits de journaux lycéens, des interviews des dessins, des photos, des bandes dessinées.

De cet ensemble naît une image violente et contrastée, beaucoup plus dynamique que ne le font croire bien des études récentes.

100 p. 12,50 F

**CERF**

# P.T.T. : tous les travail

Après l'O.R.T.F., c'est le tour des P.T.T. : démantèlement, privatisation, remise en cause du statut. Il faut dire que depuis longtemps la pieuvre capitaliste s'intéresse aux P.T.T. Il y a eu la participation des banques aux investissements du téléphone et la création de compagnies privées de développement (Finextel, Codetel, Agritil). Il y a eu l'embauche de contractuels et la présence de 100 000 auxiliaires

dans les P.T.T. Il y a eu l'installation du contrôle de gestion pour rendre rentables les P.T.T. et surtout la politique de la pénurie d'effectifs qui empêche le service public de fonctionner correctement, jetant ainsi le discrédit sur ce secteur.

La coupe est pleine pour les postiers et à partir d'une fausse manœuvre la grève se déclenche le 16. Des syndicalistes vont au P.L.M. (Bureau Gare parisien)

amener des revendications au directeur, palabres, discussions, les travailleurs attendent 2 heures dans les couloirs avant d'être reçus. Est-on considéré comme grévistes demandent-ils ? Le Directeur demande l'avis du Ministère. Les travailleurs recherchent le soutien des postiers à leur boulot. C'est la grève au P.L.M. Elle s'étend dans la nuit à l'ensemble des bureaux gares parisiens. Le vendredi la grève



## Le démantèlement des Télécom.

Le dernier Conseil des Ministres a décidé de démanteler le CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications). La mesure prise juste avant la grève était passée assez inaperçue, le public ne sachant pas ce qu'est exactement le C.N.E.T. et quel est son rôle.

En 1945 l'industrie de la commutation téléphonique fran-

çaise était entièrement aux mains d'I.T.T. (à travers ses filiales C.G.C.T. et L.M.T.) le gouvernement inquiet de cela décide de créer le C.N.E.T. Ce Centre de Recherches avait pour but de créer à partir de rien une industrie française. Pour ce le C.N.E.T. acheta un brevet à Ericsson (compagnie suédoise) et l'encouragea à collaborer avec

la C.G.E. française pour construire des commutateurs. Le but était de favoriser le C.G.E. (et en partie Ericsson « l'impérialisme » suédois étant jugé négligeable) contre le monopole d'I.T.T. En fait cette intention de l'Etat échoua en grande partie si la C.G.E. et Ericsson purent se tailler une place sur le marché français. Cela n'alla pas forcé-

ment au détriment d'I.T.T. En effet le patronat français — la C.G.E. — préféra s'entendre avec I.T.T. pour toucher tous deux de gros bénéfices plutôt que de lui faire concurrence. En outre la C.G.E. ne mit aucune bonne volonté à développer sa technologie préférant laisser faire la C.N.E.T. gratuitement pour elle. C'est de cette collu-

## La lutte de l'ORTF

Les travailleurs de l'ORTF sont en lutte à la fois pour la défense du service public de la radio-télévision et pour la défense de leur emploi. Si on connaît à l'extérieur le sens de cette lutte, on comprend difficilement par contre ses divers développements. Au seuil d'un nouveau mouvement de grève, il importe de faire le point.

Pour cela, il faut rappeler qu'il y a à l'ORTF une multiplicité de professions et un très grand nombre de syndicats, à assises professionnelles ou interprofessionnelles diverses avec des pratiques et des objectifs différents.

Les principales organisations syndicales sont :

- l'Union CFDT qui rassemble, d'une part, la Fédération des Syndicats unifiés (FSU) dont l'élément moteur est le syndicat SUT des techniciens et qui s'est affilié tout récemment à la CFDT, d'autre part, le SIRT, précédemment le seul syndicat CFDT de l'Office ;
- le SNRT, affilié à la Fédération du spectacle C.G.T.
- le syndicat FO et pour les cadres le SCORT ;
- les syndicats de journalistes SNJ (autonome) CFDT et FO.

Depuis 1969, l'Union CFDT, le SNRT-CGT et le SNJ sont réunis dans une Intersyndicale, lieu de compromis nécessaire pour coordonner l'action à l'échelle de l'ORTF.

Depuis qu'il a décidé le démantèlement de l'ORTF, le gouvernement a toujours eu l'initiative : les syndicats n'ont réagi que chaque fois que cette politique de démantèlement se précisait :

1 / Les 22 et 23 juillet, alors que l'Assemblée nationale commençait à débattre du projet de loi, l'Intersyndicale a organisé deux journées de grève pour protester contre l'atteinte au service

public. Les syndicats non participant à l'Intersyndicale n'appelaient pas à cette grève.

Le mouvement a été suivi par une majorité de personnel dont, fait notable, beaucoup d'administratifs qui se sentaient pour la première fois concernés ;

2 / Les 8, 9, 10 octobre, nouvelle grève à l'appel de l'Intersyndicale. Cette fois, il ne s'agissait plus que d'objectifs professionnels : le gouvernement venait de rejeter la plate-forme revendicatrice dont les trois principaux points étaient les suivants :

- le refus de tout licenciement ;
- le maintien des droits acquis ;
- une négociation globale pour tous les personnels quelles que soient leur société d'affectation après l'éclatement de l'Office.

Cette grève a été bien menée dans la production et relativement chez les administratifs, mais il n'en est pas allé de même chez les techniciens et surtout les journalistes. La cessation de la grève, au départ à durée indéterminée, a été votée au terme du troisième jour, à bulletin secret, par les personnels grévistes et non grévistes.

3 / A l'annonce, le 18 octobre, des licenciements envisagés (entre 600 et 1000 dont une forte proportion de journalistes), les trois syndicats de journalistes ainsi que le syndicat FO et le SCORT ont déposé un préavis de grève reconductible pour le 29 octobre.

Quant aux syndicats composant l'Intersyndicale, leurs réactions ont totalement divergé : le SNRT-CGT a déposé un préavis pour les 29 et 30, le SIRT pour le 30, la FSU pour les 31 octobre et 2 novembre. De plus, alors que le SNRT et le SIRT voulaient donner à la grève un caractère interprofessionnel, la FSU, inquiétée par la non combativité des techniciens, a choisi la tactique des grèves sectorielles tournantes, susceptibles selon elle de tenir dans le temps et ainsi d'avoir une efficacité réelle. A la suite de ces décisions, l'Intersyndicale s'est pratiquement dissoute.

Jusqu'à maintenant, les actions avaient été essentiellement développées par le SNRT, élément à la fois moteur et freinant : moteur parce que la réaction majoritaire du SNRT a été une réaction juste de classe, freinant parce que l'appareil est intervenu pour empêcher le développement des luttes. La situation se trouve changée maintenant que tout le monde part en ordre dispersé. On peut faire un certain nombre de considérations sur cette situation :

A / cette fois, l'ensemble des syndicats représentatifs appellent à la grève mais avec des motivations très diverses surtout pour les nouveaux venus dans la lutte ;

b / l'éclatement de l'Intersyndicale laisse apparaître deux conceptions très différentes de l'action :

- pour le SNRT, comme d'ailleurs pour le SIRT, l'action doit rassembler

l'ensemble des travailleurs au même moment :

- pour la FSU, au corporatisme très prononcé, une action efficace doit tourner secteur par secteur en privilégiant les points stratégiques de l'Office.

c / La nature de la grève de 48 heures lancée par le SNRT ne se révélera que plus tard : ou bien il s'agit d'une grève « alibi » et elle restera alors sans suite ou bien il s'agit d'une grève insérée dans une stratégie et alors elle devra être suivie d'autres actions. L'idée est dans l'air de lancer, après le mouvement des 29 et 30, des grèves tournantes par centres, à caractère interprofessionnel.

d / La contradiction dans laquelle se trouve le SIRT entre son alliance avec la FSU et sa conception de l'action de masse amène beaucoup de ses militants à entrer dans les comités de lutte qui appellent à l'action en dehors des structures syndicales.

Les divisions actuelles risquent de décourager beaucoup de travailleurs de l'ORTF qui ne comprennent pas ce qui se passe. Toutefois, dans la mesure où il n'y aurait pas de démobilisation effective, la situation pourrait avoir un double avantage : en effet, d'une part, elle ne manquerait pas de dérouter le pouvoir, habitué à la stratégie de compromis de l'Intersyndicale et qui aurait de la difficulté à riposter à une multiplicité d'actions dont il analyserait mal et les modalités et les objectifs ; d'autre part, du fait de cette multiplicité d'actions, elle serait à même d'entraîner une paralysie beaucoup plus grande que tout ce que pourrait donner dans les circonstances présentes, une action concertée.

# leurs sont concernés



s'étend déjà à tous les centraux parisiens. Le lundi c'est toute la banlieue et la province qui débrayent. Le 28 on peut dire que 200 000 postiers sont en grève, grève illégale pour le gouvernement puisque n'ayant pas été annoncée et programmée.

Des Assemblées Générales se tiennent quotidiennement avec diverses difficultés : tout le monde n'est pas d'accord pour que les travailleurs prennent

leurs affaires en main. Cependant un mouvement timide se dessine à travers les comités de grèves (Versailles direction, Nanterre) : la popularisation du mouvement.

Il faut aller plus loin. Déjà dans l'Essonne les postiers vont vers les travailleurs des entreprises, prennent contact avec les comités d'entreprises, essaient de développer une solidarité de classe à leur lutte et d'organiser les travailleurs pour la défense

du service public. La paye mensuelle arrive à échéance. Comment réaliser celle-ci pour les postiers et pour les travailleurs ? C'est collectivement que la solution peut être trouvée. La grève est à un tournant et Le-long l'a bien senti en refusant de véritables négociations. C'est une bataille de classe qui s'engage et les militants P.S.U. sont actifs sur tous les terrains. □

après les élections de 1962 et la fin de la guerre d'Algérie. Aussi une loi de 1963 crée-t-elle un service de contrôle des prix et de contrôle technique rattaché au C.N.E.T. qui se voit ouvrir la comptabilité des entreprises. Mesure révolutionnaire en France ! Le fait que le C.N.E.T. soit à la fois centre de recherche, service de contrôle des prix et contrôle technique, c'est-à-dire qu'il puisse vérifier en connaissance de cause ce qu'il contrôle en fait un instrument de pression redoutable aux mains de l'Etat envers les entreprises privées. De fait en 10 ans les prix des matériaux baisseront de 17 % alors que tous les prix industriels montent. En outre étant inter-ministériel le C.N.E.T. échappe aux pressions que les

entreprises peuvent exercer à travers le gouvernement et le ministère des P et T. Giscard vient de lui arracher le contrôle des prix et les études de marchés les rattachant directement à la direction des télécommunications, c'est-à-dire les privant de pouvoir technique et les subordonnant au Ministre. Dans cette optique le changement de titulaire du poste de directeur des Telecom, n'est pas non plus sans conséquence... Les compagnies privées sont satisfaites, elles ne seront plus « contrôlées » comme avant mais laissées plus libres. A ce jeu de la « liberté » entre la petite C.G.E. — à l'échelle mondiale — et I.T.T. il est facile de prévoir le gagnant : I.T.T. a déjà 43% de marché, Ericsson 17 % et C.G.E.

32% seulement ce qui signifie que déjà 60% de l'industrie des communications françaises est aux mains de firmes multinationales.

Après le C.E.A., le C.N.E.S., la S.N.I.A.S., l'O.R.T.F. etc... c'est au tour du C.N.E.T. d'être démantelé par Giscard. Mais les luttes qui percent dans tous ces secteurs peuvent remettre ces choses en cause. La grève des postes s'est généralisée aux Télécom à partir du C.N.E.T. d'où est parti le mouvement dans ce secteur. Ce que l'Etat a fait — son auto-destruction face au capital mondial — les travailleurs peuvent-ils le défaire ? Telle est la question posée par les grèves en cours.

Jean MARTIN □

sion I.T.T. et C.G.E. pour toucher d'énormes commandes d'Etat sans trop s'inquiéter de la productivité qui est en grande partie la cause de la crise du téléphone. C'est ainsi qu'en 1963 les constructions fournissent un matériel disparate et archaïque à des prix très coûteux, Mai 1963 — c'est aussi le débat de la grande « politique » gaulliste,

## L'information en péril

Nous n'allons pas pleurer sur le sort de Maurice Siegel, directeur général d'Europe 1 relevé de ses fonctions par le conseil de gérance de la station. Certes, sa façon toute personnelle d'interpeller les vedettes de la politique comme d'autres le font avec celles de la chanson, était parfois bien réjouissante. Mais la forme de radio qu'il avait impulsée, acceptant sans maugréer de se transformer en homme-sandwich de la publicité commerciale, ne nous paraît pas

précisément un modèle à suivre. S'intégrer à ce point dans les méthodes de gestion capitaliste, c'est se condamner à admettre que la fameuse « liberté d'appréciation » ait des limites extrêmement précises, c'est finir par établir une identité entre « faire populaire » et « faire con ».

Il reste que la manière dont Maurice Siegel a été « licencié » (comme un vulgaire PDG de l'ORTF) jette une lumière très in-

téressante sur ce libéralisme des apparences dont le chef de l'Etat s'est fait une spécialité. Déjà, cet été, Michel Guy avait montré quelle curieuse conception le régime se faisait de la culture, faisant valser les directeurs de théâtre comme de simples fonctionnaires. Aujourd'hui, c'est Denis Baudoin qui nettoie les organes d'information. Le renvoi de Maurice Siegel, la nomination directe par le pouvoir des états-majors des sociétés nationales de radio-télévision,

les menaces qui pèsent sur la direction de **France-soir**, le départ de Simon Nora d'Hachette et la réorganisation qui s'ensuit, sont autant d'éléments de la reprise en main politique du secteur de l'audio-visuel. Ce régime dévoile ainsi ce que l'on subodorait : il ne supporte que les préfets et la docilité, l'administration directe et centralisée du pays par une poignée de commis. Nous voilà prévenus... ■

## Ces journalistes...

A la récente réunion de presse du Président de la République, on a posé beaucoup de questions et on n'a reçu que peu de réponses précises. Notamment, en ce qui concerne l'inflation et le chômage. Certaines questions n'ont même pas été posées et nous le regrettons vivement.

C'est ainsi qu'aucun journaliste présent n'a osé parler du sort de

cinq cents confrères de l'ORTF, qui sont menacés de perdre leur emploi, sans avoir droit ni à des indemnités de licenciement ni à la garantie d'un an de salaire.

Ajoutons que, d'un trait de plume, ont été supprimées les émissions vers l'étranger sur ondes courtes. De ce fait, 75 journalistes, émettant en 16 langues, risquent de se trouver sur

le pavé, n'ayant aucune chance de se recaser.

500 chômeurs, dans une profession qui compte moins de 14 000 journalistes, cela va peser lourd sur le marché du travail et sur les conditions de travail de ceux qui gardent leur emploi. Cela signifie que les élèves des écoles de journalistes n'ont à peu près aucune possibilité — sauf com-

bine et piston — d'être embauchés.

C'est pourquoi la défense des journalistes menacés concerne tous les membres de la profession. En défendant aujourd'hui ceux de l'ORTF, en déclenchant, à l'appel de leurs syndicats et de leur Union, des actions de solidarité, ils défendent à plus long terme leurs propres intérêts. ■

# Le patronat gérer

Début octobre le C.N.P.F. lui aussi tenait ses Assises. Au programme du « Congrès » de Lille, l'exportation ; à l'arrière plan, l'analyse de la crise économique et l'élaboration d'une stratégie. Sur la scène, des discours assez banals et très techniques ; dans la coulisse, des manifestations d'une inquiétude profonde.

## La merveilleuse année 73

Il est vrai que pour beaucoup de dirigeants, le changement est brutal après une merveilleuse année 1973. La plupart des sociétés enregistraient des profits records, avec parfois une progression spectaculaire. Le grand capital touchait les dividendes de la politique de concentration, de réorganisation et souvent d'internationalisation menée sans défaillance depuis une dizaine d'années. Les profits permettaient de substituer des équipements très automatisés à des vieilles machines et par là de comprimer les effectifs et d'ac-

## 74 : les conséquences de la recession mondiale

La recession mondiale compromet cette stratégie. La crise énergétique complique encore le problème et surtout crée des très grandes disparités. Une réponse unifiée du patronat est impossible, tant sont contradictoires les intérêts en jeu. Certains secteurs sont touchés de plein fouet. C'est le cas du bâtiment qui subit directement le contre coup des restrictions de crédit et la baisse du pouvoir d'achat de l'épargne constituée, au prix de quelles privations par ceux qui sont souvent contraints d'acheter pour se loger. Mais la plupart des firmes qui fabriquent des biens d'équipement tournent encore à plein. L'industrie automobile produit 15% de voitures en moins que l'année dernière mais les consommateurs qui « fuient la monnaie » et sont manipulés par les campagnes sur la « pénurie » font faire des affaires d'or aux grands maga-

	Prix des produits agricoles	Produits manufacturés	Services	Total
1er semestre 73	+ 5,1 %	+ 1,6 %	+ 3,5 %	+ 3,2 %
2e semestre 73	+ 5,6 %	+ 5,0 %	+ 4,9 %	+ 5,1 %
1er semestre 74	+ 6,7 %	+ 10,7 %	+ 6,6 %	+ 8,4 %

croître la productivité. La diversification des investissements à l'étranger rendait possible un meilleur contrôle des marchés et réduisait les risques des conflits sociaux dans tel ou tel pays.

Certes tout cela n'allait pas sans problèmes ; avec le développement industriel et la concentration, la pression ouvrière s'accroissait et il devenait difficile de contenir les revendications. Le patronat industriel avait dû changer sa politique de prix. Jusque-là il avait plutôt cherché à accroître l'exploitation de la productivité en maintenant des prix assez stables ».

Dans le budget de la ménagère c'étaient les prix des produits alimentaires et les services qui augmentaient. Mais, en retour, les travailleurs exigeaient des hausses de salaires. A partir de 1973 et, prenant ce prétexte, le patronat industriel se lance dans l'inflation ; il veut récupérer au moment de la vente de ses produits les pertes de profit qu'il a dû consentir au niveau des salaires. Il inverse ainsi, à son profit, la distribution des plus values qui favorisait trop les secteurs alimentaires et les services.

Avec la hausse des prix la bourgeoisie industrielle réalise un autre objectif : elle réduit le poids des emprunts contractés à des taux d'intérêt non révisables. Le « capital de prêt » est moins bien rémunéré et au bout de la chaîne les économies des petites gens — salaires conservés pour faire face aux grosses dépenses — sont laminées. L'argent emprunté à bon marché est utilisé massivement pour financer tous les projets qu'une croissance rapide permet de rentabiliser facilement.

sins, particulièrement aux rayons d'électro-ménager et... de vêtements chauds. Les crises du bâtiment et de l'automobile entraînent dans leur sillage de nombreux secteurs : verre plat, matériaux de construction, produits en plastique, peintures. Mais la recession touche aussi des entreprises qui apporteront leurs services aux secteurs en crise : banques, assurances, presse et édition. En revanche, les machines outils et les chantiers navals n'ont jamais eu autant de commandes.

Ce n'est pas seulement la nature des productions qui différencie la situation des entreprises mais aussi leur taille et leurs relations financières. Les différentes fractions du capitalisme n'ont pas les mêmes moyens de défense. Le grand patron de Pont à Mousson estimait récemment qu'une crise serait une très bonne chose pour sa société parce qu'elle pourrait tenir le coup, alors que beaucoup de ses concurrents prendraient le bouillon. Les P.M.E. vocifèrent contre les restrictions de crédit mais les grandes sociétés qui sont liées aux groupes bancaires et qui de plus peuvent emprunter sur les marchés de capitaux internationaux ne se plaignent pas.

## Des stratégies patronales très diversifiées...

Ces très grandes disparités de situation expliquent que les « revendications » des patrons soient souvent divergentes et que finalement leurs stratégies soient fort diversifiées. Les uns comptent sur des allègements fiscaux pour tenir le coup et passer un cap sinistre, d'autres



réclament l'aide financière de l'Etat et mendient des subventions et des commandes mais les grands trusts complexes songent surtout à mieux diversifier la répartition mondiale de leurs activités et à consolider leurs liaisons financières internationales pour être dans le camp des bonnes affaires de demain (reconversions technologiques, passage à la nouvelle économie énergétique, grands projets arabes...).

Il est fondamental de cerner cette diversité contradictoire des situations et des réactions patronales. Car elle risquent de rendre tout à fait inadaptées certaines réponses trop centralisées et trop mécaniques des organisations ouvrières. Elle rend aussi difficile l'élaboration des mots d'ordre unifiants pour les luttes de la base. On ne peut pas se contenter de slogans comme « défendre le pouvoir d'achat » ou « défense de l'emploi » lorsque certaines boîtes en sont à licenciement massivement, alors que d'autres — de moins en moins nombreuses il est vrai — allongent les horaires et recrutent avec des salaires élevés. Il faut par exemple trouver la liaison entre les luttes contre les licenciements des uns et les actions sur les conditions de travail des autres. Sinon on risque fort de voir se développer des positions purement catégorielles ou professionnelles vaguement reliées par un projet politique général promettant un égal bonheur à tous, et préparant l'association de la gauche à la gestion de la crise.

Il faut donc dégager, au-delà des situations diverses, ce qui fait le fond commun des stratégies des grandes sociétés. A travers les déclarations patronales (à Lille notamment) et surtout dans les tactiques suivies dans les grandes négociations on voit apparaître quelques traits fondamentaux.

## ... Mais une attitude et des traits communs

Une chose est claire : la bourgeoisie française a terriblement peur de la recession. Il y a des patronats, celui de l'Allemagne en est le meilleur exemple, qui sont capables de prendre délibérément le risque d'une recession pour améliorer les structures industrielles, préparer de nouvelles offensives commerciales et limiter les ambitions réformatrices de la social-démocratie. Ce n'est pas le cas du patronat français qui préfère nettement la fuite en avant et cherche à diviser les travailleurs en différenciant les salaires et les avantages et en payant les cadres, petits et grands mieux qu'ailleurs ; système impossible en cas de ralentissement de l'activité. A Lille le C.N.P.F. n'a pas caché son hostilité au Plan de refroidissement de Fourcade ; il estime que l'inflation est un mal secondaire et que la lutte contre la hausse des prix n'a qu'une priorité relative. Là-dessus P.M.E. et grand capital sont parfaitement d'accord : compte-tenu du poids modeste de l'économie française dans le monde occidental, ils estiment

# at veut a crise

RLES



qu'il n'y a pas grand chose à espérer de mesures purement nationales. Le seul objectif pour eux consiste à ne pas dérapier beaucoup plus que les autres.

Le patronat est hostile à la stratégie économique qui vise à redresser la balance commerciale par une diminution des importations, donc de la consommation intérieure. **Pour combler le déficit extérieur il préfère le développement des exportations** : « Il faut vendre beaucoup à l'étranger pour gagner des devises ».

## La logique du patronat français

A partir de là, son discours s'enchaîne de manière logique : pour exporter il faut produire, pour produire, il faut accroître la capacité de production donc « investir » et pour financer les nouveaux équipements, il faut de larges profits, des crédits abondants et bon marché, et parfois même des aides de l'Etat. **Le C.N.P.F. mène donc campagne pour l'investissement.** Cela lui sert d'argument pour réclamer la baisse des taux d'intérêt (en fait pour que le prix du crédit soit très inférieur au taux de profit), pour lutter contre les projets fiscaux du gouvernement, et pour résister aux revendications salariales. Ici prend place **la lutte homérique du C.N.P.F. contre la taxe conjoncturelle.** Le pouvoir d'Etat s'étant trop engagé, le projet a fini par être présenté au Parlement après avoir été si fortement édulcoré qu'il ne peut

plus guère inquiéter les grands groupes industriels liés aux marchés internationaux.

Le patronat sait qu'il ne suffira pas d'exporter pour traverser la crise des paiements extérieurs. Il faudra aussi **emprunter** à l'étranger. Le grand capital le fait activement et en tire deux avantages de taille. D'abord cela lui permet d'échapper aux restrictions de crédit et de prêter à son tour aux « amis ». Ensuite cela resserre les rapports avec le grand capital bancaire international : une France lourdement endettée à l'égard du capital financier mondial pourra difficilement — pense-t-il — s'éloigner du bloc capitaliste.

## Au-delà : le problème de la croissance de demain

Tout cela doit permettre de passer le cap des deux prochaines années sans « clash » financier. Au-delà — pour ceux au moins qui peuvent regarder au-delà — c'est-à-dire pour les gros — se trouve posé **le problème de la croissance de demain.** Le patronat sait que l'économie mondiale va être bouleversée ; il s'attend à des changements dans la structure des prix donc dans la rentabilité composée des différentes productions à l'échelle mondiale. Il veut donc préparer le redéploiement de l'industrie et imposer les changements qu'il faudra faire subir à la force de travail en conséquence des mutations du mode de production et du système d'exploitation.

**Redéploiement**, cela signifie bien sûr **transferts de capitaux.** La répartition entre secteur public et secteur privé va être **modifiée** en fonction des changements dans la rentabilité des capitaux. Les autoroutes privées rentreront peut-être un jour dans le secteur public sans que les gros capitalistes en soient désespérés. — mais les P.T.T. ou la S.N.C.F. accentueront sans doute leur glissement vers la dénationalisation.

Des branches entières vont être réorganisées : création de grandes firmes dans la machine outil et les biens d'équipement ; concentration dans la presse et l'édition ; restructuration chez les banquiers après quelques discrètes faillites.

**Dans le bâtiment** les groupes bancaires procèdent à un assainissement radical qui vise à remettre en place des chaînes intégrées, banques — promoteurs — entreprises du bâtiment. Il importe que les clientèles aisées ne s'adressent plus à des petits indépendants qui leur font du sur mesure à prix d'or. On va industrialiser pour concentrer la plus value sur quelques groupes puissants. Enfin il s'agira de **capter une part de la nouvelle demande suscitée par le bouleversement énergétique.** D'un côté il faut se placer à côté des américains, des japonais, des allemands pour vendre des usines aux pays pétroliers, de l'autre il faut préparer la relève du pétrole arabe par le nucléaire et le pétrole français « off shore » en évitant la dispersion vers le charbon ou les sources d'énergie décentralisées (géothermie, petit hydraulique, énergie solaire directe...). Tout cela exigera bien de **vastes transferts de capitaux** que l'Etat sera sollicité de faciliter au point de vue fiscal et que les banques orchestreront. Mais il faut aussi **adapter la composition de la classe ouvrière**, avec un double mouvement : de compression des effectifs dans les industries non rentables et de développement de la force de travail dans de nouveaux secteurs. Le tout sans provoquer trop de révolte : opération délicate à mener puisque le patronat ne désire pas la lutte frontale avec la classe ouvrière.

## Pour synchroniser : des réserves de chômeurs

Mais il va être difficile de **synchroniser les opérations.** Le développement de nouvelles activités — s'il y a lieu — en France va prendre du temps. On pourrait songer à freiner les licenciements et à garder des travailleurs en surnombre quitte à réduire les horaires mais cela ne permettrait pas de dégager le capital correspondant. Il faut donc pour les patrons, **s'opposer à toute limitation du droit de licenciement** et organiser l'entretien d'une réserve de chômeurs en répartissant la charge sur tous les travailleurs. L'accord sur la garantie de ressources est fait pour cela. Si le patronat a cédé sur quelques points non

négligeables et a donc toléré un certain succès syndical, c'est qu'il craignait de voir le gouvernement lui forcer la main et que cette « concession » lui servirait d'argument pour rester intransigeant dans la négociation sur les licenciements.

En outre, à y regarder de près, la garantie de ressource annuelle est loin d'être ce que la presse bourgeoise a claironné. Le patronat gardera la haute main sur l'application du système : chaque trimestre le chômeur devra solliciter la reconduction de la garantie et les représentants unis du patronat pourront s'y opposer. On a là un bel exemple de mystification de l'opinion par le pouvoir et la presse capitaliste.

## Les divergences

Cette négociation est donc bien révélatrice de la politique générale de la grande bourgeoisie gouvernementale et patronale. Elle s'exprime sur un an. Comme la France et son économie viennent de subir une vaste agression il faut y répondre par la mobilisation de toutes les forces dans la discipline et l'austérité. Il faut faire confiance à ceux qui sont compétents. Ceux qui auront le plus à souffrir de la crise seront aidés grâce à la solidarité nationale ; mais nul ne doit entraver le grand effort d'adaptation par des revendications excessives. Au bout du tunnel, il fera jour à nouveau.

En fait ce discours cache mal les divergences idéologiques et stratégiques qui portent sur deux problèmes :

— la gestion de la crise doit-elle être essentiellement confiée au grand patronat, le gouvernement apportant un appui général et peu différencié, ou faut-il que les « pouvoirs publics » abandonnent leur pratique libérale pour un dirigisme plus actif et plus sélectif encadré par une planification plus vigoureuse (plans d'investissements précis, financements sélectifs, etc...) ?

— au bout du tunnel débouche-t-on sur une reprise de la croissance entraînée par un nouvel essor industrialiste et fondée sur de nouvelles données technologiques et une nouvelle répartition mondiale des bases capitalistes, ou bien va-t-on vers une croissance ralentie avec une répartition autoritaire des emplois et des revenus ?

Sur ces deux points la réponse du patronat français a jusqu'ici été assez claire ; il ne veut pas d'une intervention trop dirigiste du pouvoir d'Etat et il se méfie de l'idéologie de la croissance ralentie. Le proche avenir dira s'il est capable économiquement, mais aussi politiquement, de tenir sur ces positions.

*Après ce premier article sur la stratégie économique du patronat, T.S. s'efforcera de revenir, dans ses prochains numéros sur les stratégies du pouvoir et les réponses syndicales.*



# La semence de la terre

sont partie prenante de la lutte des classes, qu'ils ne peuvent plus lutter au sein du syndicat unitaire qui reste sous la direction des patrons et des profiteurs.

Cela se traduit d'ailleurs par l'isolement des groupes paysans-travailleurs là où ils sont majoritaires dans le CDJA. « Vidage » des militants engagés politiquement, départ volontaire de certaines équipes créant des groupes autonomes (soit sous forme de syndicats ou associations déclarées ou non).

## S'unifier et s'organiser

C'est pour chercher un débouché cohérent à cette situation ambiguë, que tous les militants se reconnaissent en tant que paysans-travailleurs et ayant une existence réelle ont été invités à élire des délégués afin de trouver une solution à ces problèmes.

Un collectif interrégional s'était réuni les 25 et 26 septembre et avait rédigé un projet de plate-forme qui fut lui-même corrigé et amendé par les groupes départementaux et régionaux.

Cette plate-forme a été soumise à la discussion des groupes, aux journées de Rennes, elle porte le titre significatif « s'unifier et s'organiser ».

Ce qui frappe le plus quand on voit ce nombre important de militants paysans réunis pour débattre de questions encore jamais abordées en France dans un tel cadre, c'est d'abord le sérieux des délégués, leur appartenance au milieu. La moyenne d'âge est plutôt jeune ; on compte aussi un bon tiers de femmes, ce qui est encore plus étonnant.

Ce qui les caractérise tous, c'est d'appartenir à cette classe de paysans modernisés, ceux qui mènent les luttes les

plus dures parce qu'endettés et acculés par l'oppression capitaliste à chercher à se définir dans un autre type de société.

Les délégués rencontrés parlent volontiers du travail qu'ils sont venus faire là, de la nécessité de définir ensemble leurs luttes prioritaires, leurs alliés, le besoin de définir « quelle agriculture nous voulons », de se donner une organisation démocratique.

Les débats des commissions sont sérieux, les femmes sont des intervenantes actives.

Après les réunions des commissions, le dimanche après-midi est consacré aux rapports des commissions et au débat en assemblée générale, en présence de la presse.

C'est là qu'apparaissent les points où la discussion a été la plus vive.

Premier problème des alliances, les paysans modernisés définissent en terme d'alliés les petits paysans.

Bien que les plus exploités, ils ne mènent pas une lutte de classe comme les paysans-travailleurs, pourquoi ?

Il y a un long débat concernant les moyens de réduire les contradictions au sein des paysans-travailleurs, la principale étant, à leurs yeux, l'emploi des salariés agricoles, même saisonniers. Le débat doit se poursuivre.

Le second étant de résoudre la contradiction entre paysans-modernisés et petits paysans.

## Un plan pour l'action

En revanche, il y a quasi unanimité sur la façon de mener les luttes et le bilan qu'ils en tirent :

● Mise en place par exemple dans les cantons de comités de défense afin de défendre les petits paysans contre le Crédit Agricole, les coopératives, ou sur le foncier, chaque fois qu'il y a expulsion de fermiers, face à la SAFER, aux cumulards, etc.

● Large accord aussi sur les formes d'organisation des paysans-travailleurs, soucieux d'éviter toute bureaucratie et pourtant élections de permanents choisis par la base ; paysans-travailleurs chargés pour six mois d'animer un collectif national de 12 membres, fait important, ces délégués seront révocables à chaque instant par leurs mandataires.

Ce qui frappe aussi, c'est la prise de position des femmes qui contestent. La place qui leur est faite, aussi bien au sein de l'exploitation, que dans les luttes menées par les paysans-travailleurs. Elles parlent pour la première fois des luttes spécifiques qu'elles ont à mener dans l'élaboration d'une agriculture en société socialiste.

Les paysans-travailleurs ont aussi dit que leurs luttes les engageraient dans l'unité populaire, qu'ils visaient à la destruction du capitalisme et la mise en œuvre d'une société socialiste.

Bien qu'ils ne se croient pas autorisés à théoriser sur les luttes, ils veulent mener le combat avec tous ceux qui s'y emploient, ils souhaitent avoir à leur côté un intellectuel collectif qui serait pour la plupart le parti révolutionnaire.

Voilà quelques impressions parmi les plus marquantes de ces journées. Les paysans militants du PSU se retrouvent en grand nombre aux Paysans-travailleurs. Il est à espérer que notre parti saura remplir le rôle que les uns et les autres attendent de lui.

Maguy GUILLIEM

# Les tanneurs d'Annonay ont la peau dure

Depuis le 12 juillet, ils occupent leur usine. Depuis le 12 juillet, ils sont 491 dont 123 femmes à s'opposer à la condamnation de l'activité de Tannerie à Annonay, et à refuser le chômage qu'on voudrait leur imposer. Le Tribunal de Commerce en mettant en liquidation judiciaire les TFR obligea à la fermeture des usines d'Annonay. Mais c'était sans compter avec la ferme volonté des travailleurs qui n'acceptent pas qu'on décide sans eux de leur avenir et de celui de leur entreprise.

— « LIP nous a montré le chemin, maintenant on accepte plus les événements comme irrémédiables, au contraire ».

D'ailleurs il y a du travail pour l'entreprise qui est viable. La chambre du

Commerce d'Annonay l'a démontré dans un plan de relance de l'activité Tannerie déposé chez le Ministre de l'Industrie.

Mais y a-t-il une réelle volonté gouvernementale et patronale de permettre la remise en route de la tannerie à Annonay, ou l'Ardèche est-elle d'ores et déjà classée comme région à « vocation Touristique » comme réservoir de main-d'œuvre à bon prix ?

Jusqu'au 27 septembre (date des élections législatives partielles dans le département), le Gouvernement promettait d'apporter « l'aide financière nécessaire à la relance, à la condition qu'un homme se présente avec un plan réaliste. » Mais le 17 octobre, au cours d'une réunion avec un représentant du Premier Ministre, 90 tanneurs d'Anno-

ny ont réussi à mettre à jour les véritables intentions du Gouvernement :

— son peu de volonté de maintenir une activité de tannerie à Annonay

— son intention de camoufler le développement du chômage dans la localité par le biais d'implantation (dans un délai de 6 mois à 5 ans) d'industries recherchant de la main-d'œuvre à bon marché et encouragé pour cela par le classement d'Annonay en zone A. Ce classement en zone A est cependant un résultat positif, mais la lutte continue.

Le projet de relance établi par la Chambre de Commerce d'Annonay reste l'élément valable qui doit être pris en considération et concrétisé par les Pouvoirs Publics.

Une autre solution peut également être envisagée dans le même sens que celle qui s'ébauche pour le PUY et BORTLES-ORGUES c'est-à-dire l'intégration en amont avec les professionnels de la Boucherie.

C'est dans ce sens là que le combat des prochaines semaines va se poursuivre

à Annonay. Ce combat nécessite le durcissement de l'action et le soutien populaire le plus large.

Rien n'est laissé au hasard dans l'organisation de la lutte afin qu'elle ait l'issue positive à laquelle tous croient fermement :

— la garde des locaux est assurée par une équipe en 3 x 8

— les collectes de solidarité sont systématiques dans toute la région, partout où il y a des rassemblements populaires. C'est, de même que l'opération « Porte Ouvertes » du 25 août, un moyen de faire connaître aux alentours le combat mené par les Tanneurs ?

— 3 AG par semaine permettent de faire circuler l'information et d'organiser la suite des luttes, et en particulier les nombreuses manifestations locales et régionales qui soutiennent la combativité des travailleurs.

— Enfin le 25 octobre à Paris, les Tanneurs d'Annonay étaient massivement représentés dans les manifestations qui ont marqué la journée d'action CFDT-CGT pour l'emploi.

# On bourre les classes On vide les profs

« Limiter les effectifs des classes : réemployer les auxiliaires en chômage ».

La rentrée 74 n'est pas une rentrée comme les autres : depuis le 15 septembre l'action est continue même si la grande presse et la presse syndicale en parlent peu.

Les grèves « tournantes » organisées par divers syndicats de la F.E.N. (S.N.I. et S.N.E.S. en particulier) entre le 11 et le 18 octobre ont été largement suivies. Ces grèves ne répondent certes pas à l'attente profonde des enseignants les plus combattifs mais l'ampleur du mouvement est significative.

Et surtout après Louviers, Orléans, Bagnolet, Boulogne-Billancourt, Sartrouville... plusieurs dizaines d'établissements se sont engagés dans des actions « effectifs-emploi » qui constituent à refuser, non dans des motions rituelles mais dans les faits, les effectifs supérieurs à 25 élèves par classe.

## Le Contrôle à l'École

Deux exemples parmi d'autres (1).

— Le C.E.G. de MARINGUES (63). Les enseignants se tiennent

informés durant l'année 73-74 des menaces de suppression des postes et sensibilisent les parents. Dès la prérentrée ils calculent les heures d'enseignement dues aux élèves et les postes nécessaires pour les assurer. Ils enclenchent alors une série d'actions : démarches auprès des « autorités », grève, emploi du temps provisoire laissant en « trous » les 45 heures dues, grève commune des enseignants et des parents d'élèves, immobilisation pendant 18 minutes d'un train venant de Paris (avec conférence de presse sur la voie ferrée, tracts, aux voyageurs), popularisation sur les marchés etc...

Lutte remarquable donc dans ses objectifs (la moitié des heures revendiquées concernent le dessin, le travail manuel, la musique, l'E.P.S....) et dans la liaison continue avec les parents (Commission élue maîtres-parents) et l'ensemble de la population.

### Le lycée de MONTRouGE (92)

Les enseignants commencent le lundi 7 octobre une action contre les effectifs (37 et 38 élèves par classe de 2ème C) pour la création d'une cinquième seconde supplémentaire.

Première semaine : les élèves n'ont que la moitié de leur horaire

normal, ils sont en demi-classe, les enseignants assurent, eux, la totalité de leur service. La 1/2 classe qui n'a pas cours et prise en charge, autant que possible, par un auxiliaire de chômage. Les familles doivent signer ce nouvel emploi du temps.

Deuxième semaine : Mêmes modalités mais les 1/2 classes qui n'ont pas cours sont en permanence. Cette action a l'appui de la C.P.E. Cornec. Cette action est organisée par l'inter-syndicale (S.N.E.S. - F.E.N. ; S.G.E.N., C.F.D.T.) et par des non syndiqués ; elle a été décidée lors de l'A.G. de la prérentrée.

Ces deux exemples mettent en relief les objectifs cruciaux de cette rentrée :

— la réduction des effectifs

— le réemploi des auxiliaires en chômage total ou partiel. La multiplication de ces actions préoccupe le Ministère qui, après avoir menacé de suspendre la totalité des traitements, a dû reculer ; il ne s'agit pas de grève au sens strict puisque les enseignants assurent leur service. De plus cette mobilisation permet à de nombreux parents de comprendre la situation dangereuse faite à leurs enfants et le sort scandaleux des auxiliaires de l'enseignement.

Mieux encore : ce mouvement démontre que des enseignants veulent exercer un contrôle sur les décisions qui régissent leur activité pédagogique. Cette lutte est à comparer à l'action syndicale qui dans l'entreprise s'attaque aux cadences ou veut contrôler l'instrument et les conditions de travail.

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. soutient ces initiatives. Ne serait-il, pas temps que la F.E.N. (et tout particulièrement le S.N.E.S et le S.N.I.) s'y mette aussi ?

Comme le souligne un tract (signé par les U.L. C.F.D.T., les sections P.S. et P.S.U. de Montrouge - Bagneux - Malakoff) si « on bourre les classes, on vide les profs... l'ECOLE EST L'AFFAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS ».

Cette liaison travailleurs-parents n'est-elle pas l'explication de la nervosité de Mr Haby et la raison de l'extension de ces actions... ?

Geneviève PETIOT  
Jean CEVENNES ■

Un numéro spécial de 8 pages de « Politique Hebdo », supplément au numéro 149 est consacré à ces luttes.

Pour prendre contact, pour les informations, pour la solidarité : Intersyndicale S.G.E.N.-S.N.E.S. — Lycée av. du Fort 92 MONTRouGE.

## Un peu de bon sens, mes chers collègues...

La signification de l'affiche PSU « L'école gratuite coûte cher aux travailleurs — Que leur apporte-t-elle ? » n'a pas échappé au SNI (Syndicat National des Instituteurs — FEN ; cf. L'École Libératrice du 11 Oct. 74) : on en parle en lui donnant l'intitulé « Parents, l'école vous coûte cher. Que vous rapporte-t-elle ? ». Inutile d'insister sur le changement des termes ! On signale qu'elle voisine sur un mur avec une publicité pour un cours privé. De là à suggérer que ce sont les mêmes qui ont collé les 2 affiches...

Voici la conclusion de l'article : « On voudrait les (les parents) conduire à faire un procès de valeur à l'égard de l'enseignement public qu'on ne ferait pas mieux. Il n'y a pas de meilleur exemple de complicité objective que celui du voisinage des 2 affiches et du danger que peuvent déclencher les apprentis sorciers du théorisme gratuit. Heureusement que le bon sens règne encore et qu'il permet aux gens raisonnables de faire le tri. Cela nous permet, en définitive, de ne pas dramatiser à propos d'une intention de nuire qui ne fera jamais qu'un goulou de plus. » (p. 213)

Cette acrimonie montre du moins que notre affiche a porté ! Nous ne faisons d'ailleurs que formuler clairement des critiques que d'autres sont aussi obligés de prendre en compte, même s'ils s'efforcent de ne pas en tirer toutes les conclusions !

J. Marangé lui-même, secrétaire général de la FEN, est contraint d'admettre : « Quand, de réforme en réforme, avec 15 ministres en 15 ans, on en est au point où notre système scolaire laisse partir chaque année dans la vie active près de

400 000 jeunes non seulement sans formation professionnelle, mais sans avoir suivi un cycle complet de scolarité... Quand on sait (ce sont des chiffres officiels) que, parmi les jeunes quittant l'école à 16 ans, 34,1 % sont fils d'O.S., 2,3 % fils de cadres supérieurs ou de parents exerçant une profession libérale... »

Quand on sait que P. Juquin déclare que « l'école coûte de plus en plus cher aux travailleurs », ce procès est bien mal venu... ■

## Stage national prévention éducation spécialisée

A un moment où Poniatowski s'apprête à liquider le secteur de l'éducation spécialisée, et après les luttes de Bègles, Caen, Poissy et Besançon, un stage national est organisé du 1er au 4 novembre 1974 à la TVAS - Essonne 10 route de Lisse 91100 CORBEIL.

Les camarades intéressés, notamment ceux qui travaillent en liaison avec la Commission sociale du P.S.U. et le collectif national « Prévention », sont vivement incités à participer à ce stage.

Pour tout renseignement : s'adresser à la TVAS - Essonne ou à Champ social (tél. 033.39.46).

# Femmes: l'heure est à l'offensive

Le débat parlementaire sur l'avortement-contraception approche : il ne constitue, certes, qu'un moment dans la dynamique du mouvement de masse sur ces problèmes, mais il appelle une vaste mobilisation, et des initiatives politiques. Pourquoi ?

## Déjà une grande victoire

Il est inutile de revenir sur l'histoire du mouvement des femmes dans ces dernières années (MLF, procès de Bobigny, MLAC etc...). L'action des femmes, dans les quartiers et les entreprises, n'a cessé de susciter débats, prises de conscience de l'oppression spécifique vécue par elles, création de groupes MLAC, comme à LIP après la lutte. Que cette action ait permis cette formidable discussion sur les problèmes d'avortement, de contraception, et de sexualité — sujets tabous, surtout pour la classe ouvrière jusqu'à ces dernières années, et toujours vécus en termes individuels — est déjà, à ce stade, une très grande victoire, issue de Mai 68. Le révélateur le plus évident peut-être, est la répercussion de ces débats au sein des organisations politiques et syndicales telles que la CGT, qui inscrit maintenant les problèmes cités plus haut dans son action... fait inimaginable tout récemment encore... La CFDT, elle, est engagée directement dans le mouvement. De même, les avortements pratiqués en toute illégalité, les débats dans la rue entre les femmes revenant de Hollande et les passants, comme il y a 2 semaines encore devant l'hôpital St-Antoine, l'interpellation des médecins par les femmes, non seulement sur la nécessité pour eux d'envisager l'avortement comme un acte médical, mais aussi sur leur pratique médicale, leur pouvoir, et leurs relations hiérarchiques avec celles qu'ils appelaient leurs « clientes » : tout cela c'est aussi la victoire de la lutte des opprimées.

Alors : pourquoi ce débat parlementaire ? Pourquoi une LOI ? puisqu'apparemment la simple abrogation de la loi de 1920 suffirait à entériner la situation de fait. Et pourquoi une mobilisation populaire contre le gouvernement Chirac, qui a pourtant tout prévu, y compris, outre « une » ministre, une Secrétaire d'Etat à la condition féminine, et une autre à l'enseignement « pré-scolaire » (crèches-maternelles) domaine qui touche de près les femmes ? LA VICTOIRE NE SERAIT-ELLE PAS AUSSI TOTALE qu'elle le paraît ?

## Où en est la bourgeoisie ?

Nous n'en sommes plus au crétinisme réactionnaire type Messmer : la bourgeoisie giscardienne est moderniste, dans le coup : on

peut satisfaire un certain nombre de revendications urgentes. D'autres pays capitalistes, bien avant la France, ont su admettre l'avortement, sans pour autant mettre fin à l'exploitation capitaliste, et pour cause ! Les femmes font parler d'elles, elles entrent de plus en plus nombreuses dans les luttes, y compris les luttes ouvrières (rappelons entre autres Cerizay, Lip, les banques et maintenant les P.T.T.) : tentons de les désarmer en donnant la parole à certaines d'entre elles, « garanties de gauche ». Et Françoise Giroud de se multiplier, se montrant à la Télé, parlant aux radios, écoutant ses « sœurs », mal sans doute, comme dans les centraux téléphoniques, et leur rappelant qu'elles dépensent mal et trop : attention à la mode, achetez moins et mieux. Et vive la culpabilisation des femmes, responsables de la baisse du pouvoir d'achat de « leur famille » : par leur trop grande perméabilité au matraquage publicitaire peut-être ? Quant à l'avortement, puisqu'elles le veulent, on aura la bonté de le leur accorder. Mais à quelles conditions ?

## Un débat parlementaire difficile

En somme, le Gouvernement se montre capable d'entendre un certain nombre de revendications, de lâcher du lest sur un certain nombre de points concernant la remise à jour de l'idéologie dominante : on n'est pas « libéral » pour rien, et on ne joue pas pour rien sur le mot... sans céder d'un pouce sur l'essentiel. A force de voir les Royer et confrères, on aurait presque oublié que la bourgeoisie n'était pas pour rien la classe dominante, et qu'elle avait en réserve plus d'un tour dans son sac. D'autant plus que ce dépoussiérage idéologique est fondé sur des nécessités économiques : libérer l'avortement, c'est aussi s'assurer que la main-d'œuvre féminine sera disponible en permanence... C'est dans cette situation que le débat parlementaire doit permettre au mouvement des femmes de marquer de nouveaux points : c'est son initiative qui a contraint le gouvernement à inscrire publiquement le problème aux travaux des députés : symbole peut-être, mais pouvoir réel ; la justice bourgeoise est une réalité et la peur des 800 000 femmes qui, par an, s'avortent et s'avortent dans la clandestinité et la débrouille individuelle et paniquarde est amplement justifiée. La loi promulguant la liberté de l'avortement, acte médical remboursé par la Sécurité Sociale, la libre information contraceptive, et l'information sexuelle — toutes libertés valant aussi pour les mineures — sera donc la sanction légale et officielle de la victoire arrachée sur la bourgeoisie et la reconnaissance de fait que là-dessus elle a été contrainte à transiger. Exiger une loi, et non la simple abrogation de celle de 1920, c'est

cela que ça signifie. Mais pour obtenir une telle loi, il faut relancer une mobilisation de toutes les forces concernées. La lutte n'est pas encore terminée.

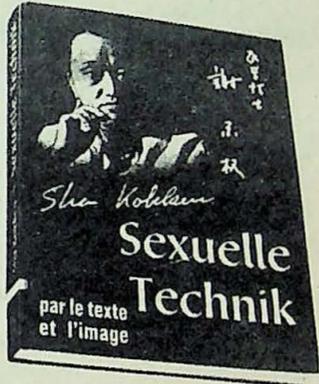
## La lutte doit continuer

Elle ne le sera pas non plus avec le vote d'une telle loi : quel contrôle effectif exercer sur la simple application de la loi ? Avortement libre, mais pratiqué par qui ? Où ? Dans quelles conditions ? Certains médecins, plus astucieux que les fossiles de « Laissez les vivre » soutenus et relayés actuellement par l'extrême-droite (cf. les déclarations récentes de Le Pen et les interventions du G.A.J. dans les salles où l'on projette Histoire d'A), ont déjà compris que l'avortement pouvait être une fructueuse et nouvelle source de revenus. On les fera

moins cher qu'à l'étranger, et qu'en France où pour 3 000 F les bourgeoises pouvaient être « débarrassées » sans risques, mais du coup on aura des clientes ! Le trafic a déjà commencé, à nous d'y mettre fin. Les hôpitaux existent, exerçons notre contrôle sur eux collectivement ; c'est collectivement que nous avons posé le problème, refusons de retourner individuellement chez le « bon » médecin. Et développons aussi les centres d'orthogénie ouverts aux quartiers, lieux de débats et d'information sexuelle, de confrontations de vécus et d'initiatives collectives. Non, MM. Giscard et autres : la lutte des femmes ne se terminera pas avec « l'octroi » d'une loi.

Secteur Femmes  
du PSU.

## 2.800.000 exemplaires !



C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken. Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit. Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62  
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS  
CCP Paris 67-47-57  
Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F  
Aucun envoi n'est fait contre rembt, ni payable à réception

Veillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.  
M.....  
Adresse.....  
Mode de règlement.....

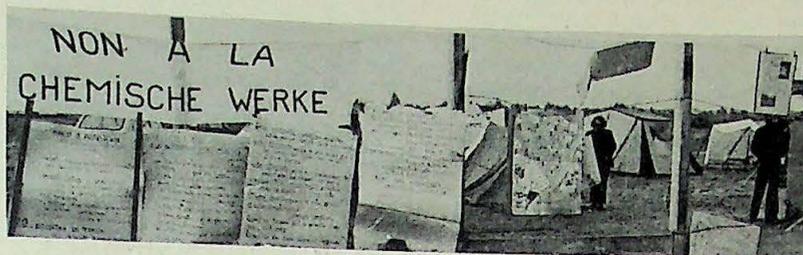
# Urgent cherche emplacement usine

MARCKOLSHEIM est désormais la première municipalité écologique de FRANCE. Ce n'est pas tous les jours qu'on assiste au succès d'une lutte réunissant tout à la fois : — un sentiment régionaliste appuyé par une presse spécifique (Klapperstei 68) ; — un internationaliste actif : Français et Allemands, plus exactement Alsaciens et Badois ont constamment lutté ensemble ; — une préoccupation écologique bien sûr, au départ de l'affaire ; l'Initiative populaire enfin, sans laquelle rien ne serait possible.

## une usine baladeuse

Après avoir tenté vainement de faire bénéficier de ses émanations nocives Kaiserlantern, Ramstein et Worms en Allemagne, puis Saint Avold en Lorraine, la Chemische Werke Munchen a voulu implanter à Markolsheim (sur le Rhin) son usine de fabrication de stéréate de plomb et de Cadmium.

C'était oublier que la bataille contre la centrale atomique de Fessenheim a été l'occasion de montrer que les « sages Alsaciens » tenaient essentiellement à



épargner à leur pays les « bienfaits » de la 3ème révolution industrielle.

Dès l'annonce de l'implantation, une initiative Franco-Allemande est lancée à partir du Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, l'association de défense de l'environnement la plus ancienne et avec laquelle nos camarades des Fédérations Alsaciennes ont depuis longtemps des contacts suivis et amicaux ; vingt et une associations des deux rives du Rhin prendront le relais ; onze conseillers municipaux démissionnent. On occupe le terrain. Le bulldozer du « progrès » qui tue ne passera pas.

Du 28 juillet au 13 octobre, manifestations et occupation dans l'unité se succèdent. Le 13 octobre, par 70 % des votants, les conseillers municipaux écologiques sont plébiscités. Le préfet qui avait fait de l'implantation de l'usine une affaire personnelle (ah mais) n'a plus qu'à trouver une porte de sortie et le trust C.W.M.

à rechercher des lieux plus accueillants. Prévoyons pour lui quelques difficultés dans cette quête anxieuse...

## L'essentiel est ailleurs

Mais l'essentiel est ailleurs. L'essentiel c'est la dynamique de l'unité populaire dès lors que les enjeux sont clairement exposés. L'essentiel c'est que le refus de devenir de la matière première pour expérimentations diverses se répand dans la population alsacienne.

L'essentiel est aussi d'avoir montré quel type d'alliance était possible autour de la bataille écologique. Si nos camarades du P.S.U. se sont engagés dans le combat dès le premier jour il n'est que juste de remarquer l'unité qui s'est faite avec le CERES. Certes

le P.C.F. n'a pas mis ses forces en jeu mais cette attitude a créé quelques problèmes en son sein et d'ailleurs dans la semaine qui a suivi l'élection du nouveau Conseil municipal le journal l'Alsace publiait un communiqué de soutien à la lutte contre la C.W.N. Mieux vaut tard...

Dans un tract franco-allemand liant la question de la centrale nucléaire de WYAL en Pays de Bade à celle de Marckolsheim, les animateurs du mouvement résumant ainsi le sens de leur engagement :

« Nous voyons que nous sommes trompés par des paroles du genre « il faut savoir choisir entre le progrès et la protection de l'environnement. »

Le progrès c'est nous qui le réalisons par notre travail.

Nous n'acceptons pas qu'on nous impose un progrès d'auto-destruction.

Parce que nous constatons qu'à partir de maintenant il nous faut défendre nos intérêts nous-mêmes en commun et avec une ferme détermination ».

Quand on vous dit que de l'écologie au contrôle populaire il n'y a qu'un pas...

Jacques THIBAUT

## Armée Le Procès Fournel

Le procès de Fournel s'ouvrira aux environs du 15 novembre. Sa défense sera assurée par Me de Felice et par Me Dissler de Marseille où le détenu est actuellement incarcéré.

On se souvient qu'à l'origine de l'inculpation il y a la tentative de Fournel d'organiser, le 11 septembre, une manifestation de solidarité parmi ses camarades du 22ème B.C.A. de Nice en faveur d'un camarade emprisonné la veille. Fournel et le prisonnier étaient deux des 140 signataires du 22ème B.C.A. de l'appel des Cent...

Les griefs retenus n'ont plus grand chose à voir avec la réalité. Il est en effet inculpé de

— incitation à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline.

— refus d'obéissance.

Il encourt une peine d'emprisonnement de 1 à 5 ans.

A Montceau-les-Mines dont il est originaire, et où travaille son père, un « Appel à l'Opinion Publique » a été lancé par le Comité de soutien pour la libération de jeunes soldats emprisonnés.

Ce Comité de Soutien regroupe les organisations suivantes : Mouvement de la Paix — Ligue des Droits de l'Homme — A.N.A.R.C. - P.C.F. - P.S.U. - P.S. - Radicaux de Gauche - C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N. - Jeunes Communistes - Jeunes de la C.G.T. - J.O.C. - U.F.F.

Soutenir l'Appel des Cent signifie aussi, bien sûr, exiger la libération des soldats emprisonnés. Une action unitaire et de masse s'impose : mobilisons-nous !

Jean FOURNEL 86018 Bâtiment A 195 Les Grandes Baumettes 213, Chemin de Morgiou 13273 MARSEILLE CEDEX 02

## les mineurs en lutte

Après la fermeture du puits de Faulquemont, l'occupation et les brutalités policières, la réaction des mineurs lorrains ne s'est pas faite attendre. Depuis mercredi, 22 000 mineurs de charbon lorrains, à l'appel de tous leurs syndicats, sont en grève. Ils réclament que la production du bassin soit portée à 12 millions de tonnes, par an, et mettent en avant l'exigence d'une revalorisation de leur métier.

Les 12 millions de tonnes nécessitent la réouverture de Faulquemont et du puits de Saine-Fontaine, fermé il y a deux ans.

Ils ont engagé une lutte décisive contre la politique gouvernementale de récession charbonnière poursuivie sur le dos des mineurs. De même, les mineurs des Cévennes résistent à la fermeture du Puits de St Florent sur Auzanne (Gard).

Des actions nombreuses et diversifiées ont été organisées d'abord par les mineurs eux-mêmes.

— manifestation à St Florent dès le début de la lutte avec par-

ticipation des mineurs CGT réunis en Congrès National à ALES,

— barrages de routes avec distribution de tracts explicatifs, généralement bien accueillis, etc.

Des manifestations unitaires groupant syndicats participants, partis de gauche auxquels s'ajoutaient de nouvelles couches sociales telles que des délégations de paysans de LOZERE, ont également permis une large popularisation : les barrages de voies d'accès à ALES avec distribution de tracts et collecte, préparant la manifestation « ville morte » du 9 OCTOBRE à ALES et dans d'autres localités ont connu un succès certain.

D'autre part, la journée nationale d'action du 25 OCTOBRE, organisée par la CGT et la CFDT a pris dans la région cévenole un caractère particulier. La liquidation des mines, qui s'ajoute aux nombreux licenciements dans les entreprises, voire aux fermetures (HENFER à LA GRAND COMBE) fait en effet peser de graves menaces sur l'emploi.

## Pour la diffusion de ce numéro

Etant donné la grève des postes, T.S. n'est pas cette semaine acheminé par les voies normales. Il a été

procédé à des envois groupés par la S.N.C.F. dans chaque fédération. Diffusez massivement les exemplaires

reçus sur les lieux habituels de la vente militante et auprès des militants. Et... prière de ristourner par

les moyens les plus rapides possibles les 2,50 F correspondant au prix habituel du numéro pour les diffuseurs.

# AIR ALGERIE

*Passée sous le contrôle de l'Etat le 18 février 1963, AIR-ALGERIE, en tant que Compagnie Nationale a l'âge de l'indépendance. Instrument choisi du Gouvernement Algérien en matière de transports aériens, sous tutelle du Ministère d'Etat chargé des Transports, AIR-ALGERIE s'est hissée très vite au rang d'une des plus importantes entreprises socialistes en Algérie et à un niveau honorable dans le concert du transport aérien international.*



Aujourd'hui, alors que l'ALGERIE et le peuple Algérien tout entier célèbrent avec un éclat et une ferveur inégalés le **XXème** anniversaire de la Révolution, la Compagnie Nationale AIR-ALGERIE en plein épanouissement, entame une nouvelle décennie avec tous les moyens humains et matériels qui lui permettront d'apporter une contribution plus substantielle au développement économique et social du pays, et partant au triomphe des idéaux de notre glorieux **1er novembre 1954**.

Ainsi, poursuivant l'essor remarquable enregistré au cours du 1er Plan Quadriennal, AIR ALGERIE passait commande le 13 avril 1974 de quatre nouveaux **superjet** « Boeing » livrables dans le courant du premier semestre 1975. Inscrites dans le cadre du second Plan quadriennal, qui verra le pays s'engager résolument dans la voie d'un processus irrémédiable de développement économique, ces dernières acquisitions viendront s'ajouter aux deux autres unités dont la décision d'achat a été confirmée durant l'été 1973. La première, du type « 737-200 », ayant déjà été réceptionnée en juin dernier, la seconde, du type « 727-200 » devant l'être en novembre.

Ainsi donc, le dynamisme de cette politique de renouvellement qui a, en fait, été l'impératif prioritaire que s'était fixé la compagnie dès 1968, permettra la consolidation des acquis en matière de moyens et, par voie de conséquence, en matière de compétence technique et opérationnelle ainsi qu'en matière de structures.

La justesse du choix est aujourd'hui confirmée par le bilan largement positif et les résultats flatteurs présentés au terme du premier Plan : le cap du millionième passager a, en effet, été franchi durant l'exercice précédent puisque, sur les lignes régulières seulement, 1 059 929 passagers ont été acheminés en 1973, ce qui représente une expansion, rare dans l'industrie du transport aérien, de 35 % comparativement aux 788 775 passagers enregistrés en 1972. C'est là un résultat d'autant plus remarquable qu'il reflète un dépassement de 8,5 % par rapport aux prévisions.

En jetant un bref coup d'oeil rétrospectif sur un passé qui peut déjà paraître bien lointain, il est aisé de mesurer tout le chemin parcouru et les progrès réalisés.

De 1947, date de sa création, à 1974, qui vit intervenir le rachat par le gouvernement algérien des dernières parts détenues par Air-France, toute une époque, prémonitrice de ce stade de développement atteint aujourd'hui, se sera écoulée pour Air-Algérie qui est ainsi passée du rang de petite entreprise régionale à la taille de grande compagnie internationale, présente en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Que de chemin parcouru depuis les vieux bimoteurs à hélices « Noratlas », « DC3 » et « DC4 », aujourd'hui disparus. Bientôt même, les quatre « Caravelle », dont la mise en service remonte à 1959, s'avèreront incapables de répondre aux besoins nés du développement rapide de l'Algérie. Il fallait donc renouveler, rajeunir la flotte, lui donner une nouvelle dimension. Support du réseau intérieur, les « DC3 » et « DC4 » furent relevés en 1968 par quatre « Convair 640 » à turbopropulseurs, mieux adaptés à la spécificité du réseau.

En 1970, la compagnie, en passant commande de deux « Boeing » « 727-200 » **Superjet-look** derniers-nés de la firme américaine, entama la seconde phase, et de loin la plus importante, consacrée à la flotte **jet**. Dans le même temps, le contrat d'achat d'un troisième et quatrième appareil du type « 737-200 » **Advanced** vint concrétiser encore davantage cette grande opération de renouvellement.

Le 7 janvier 1972 arrive à Alger la première unité, faisant d'Air Algérie la première compagnie du monde à utiliser le « B. 737-200 » **Advanced**. La seconde unité, offerte en version convertible cargo-passagers, est livrée en novembre de la même année, ouvrant, du même coup, de larges perspectives pour l'exploitation d'un nouveau grand marché, en pleine croissance, celui du fret aérien.

Ce remarquable effort d'investissement sera maintenu à un rythme aussi soutenu : durant la même année 1972, deux nouveaux « B. 737-200 » **Advanced** sont commandés, le premier réceptionné en mai 1973, le second en novembre.

De mai 1963, date de la nationalisation, à novembre 1973 - une décennie déjà dans la vie d'Air Algérie ! Une nouvelle époque s'annonce plus fructueuse encore, au cours de laquelle l'efficacité de l'entreprise sera renforcée, les structures adaptées : dès cette année, de nouveaux moyens ont été dégagés, de nouveaux objectifs définis, les conditions adéquates en vue de l'expansion et de l'intensification des activités créées : prévoyant dès à présent de transporter près de 2 millions de passagers en 1977 et 3 millions en 1980. Air Algérie occupera alors un rang enviable dans le concert des puissantes compagnies internationales, participant dans le même temps au succès de la politique économique du pays par la promotion des échanges et la diversification des débouchés.

## Alger : porte ouverte

De par le développement du trafic et la multiplicité des lignes aériennes, Alger est devenu rapidement une plaque tournante nationale, africaine et internationale. Le réseau **Air Algérie**, s'articulant sur 114 vols hebdomadaires, est, aujourd'hui, l'un des plus denses d'Afrique : 60 000 km, desservant 22 capitales, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Dès 1972, en effet, le réseau international a connu une extension considérable vers le continent africain, touchant Nouakchott, Niamey, Bamako et Conakry, s'étoffant encore davantage avec Lagos et Brazzaville dans le courant de 1973. Une nouvelle escale vers Dakar est à la veille d'être inaugurée en novembre.

Quant au réseau intérieur, il dessert maintenant dix-sept grands centres urbains d'Algérie. L'avion ayant, en effet, acquis droit de cité, son utilisation de plus en plus généralisée reste l'un des éléments de référence les plus évidents de la transformation socio-économique subie par une grande couche de la population. Plus de 126 vols hebdomadaires partant des grandes cités du Nord couvrent l'ensemble du pays, dont 113 seulement au départ d'Alger. Dans le cadre de la politique de décentralisation suivie par la compagnie, Ghardaïa est devenu un point de convergence entre le Nord et le Sud. Avec l'enrichissement progressif de la flotte, la relève des « Caravelle » et « Convaïr » est à son stade final d'exécution au profit des « Boeing » 737 et 727, sur les grands axes, le long du littoral notamment.

## Un personnel d'élite

S'il reste acquis que l'objectif prioritaire d'**Air Algérie** aura été l'acquisition rapide d'une flotte moderne adaptée aux besoins à court et à moyen termes, encore s'avérait-il indispensable de disposer d'un personnel capable de maîtriser la complexité évolutive des techniques aérodynamiques, au risque de voir compromis le processus d'un développement harmonieux.

L'algérianisation et le recyclage du personnel se posaient avec acuité : le choix étant clair, des moyens considérables furent mis en place et, conjugués au dynamisme des jeunes stagiaires, ils permettront à la compagnie de constituer, dès 1971, les premiers équipages entièrement algériens. Aujourd'hui, **Air Algérie** dispose de 16 commandants de bord, 23 copilotes, 4 chefs de secteur, 2 instructeurs, 26 mécaniciens, soit un total de 69 navigants algériens sur un total de 134, ce qui représente plus de 50 % aussi bien sur « Boeing » et « Caravelle » que sur « Convaïr 640 » et « Nord ».

Le personnel et les moyens techniques au sol ont connu les mêmes promotions. Aussi les grandes visites « Caravelle », « Convaïr » et « Nord » se font-elles dorénavant à Alger. Celles des « Boeing » devant intervenir en 1975.

Dans le cadre du second Plan quadriennal, ces efforts dans le sens d'une formation hautement spécialisée seront accrus. Cette année déjà, plus d'un milliard d'anciens francs (10 millions DA) seront consacrés à ce chapitre

## Le service à bord

**Air Algérie**, au service du public, se doit de donner à sa clientèle l'image fidèle de l'hospitalité et de la générosité du peuple algérien. La formation du personnel de bord est donc poussée dans ce sens et les stewards et hôtesses, au nombre de 94, dont la présentation et les qualités morales honorent la compagnie sont particulièrement estimés. Au-delà de leur responsabilité en matière de sécurité à bord, leur rôle consiste également à présenter aux passagers une variété de prestations hôtelières qui, tout en respectant la qualité et la présentation des normes internationales sont agrémentées par certaines spécialités nationales.

## Promotion de l'homme

Si les résultats enregistrés à ce jour sont une preuve concrète de l'esprit d'engagement de l'ensemble des travailleurs, les fruits de ces efforts ont permis d'améliorer constamment leur situation matérielle et leur promotion sociale. Droits à la retraite améliorés, uniformisation des primes, alphabétisation, distribution de récompenses aux meilleurs,

etc... autant de décisions importantes reflétant une véritable justice sociale.

Dans le cadre de la charte des entreprises socialistes, **Air Algérie** en a appliqué les principes dès 1971, puisque depuis cette date, des travailleurs siègent au comité de direction participant étroitement à l'orientation des activités. Cette année aura vu, dans la même voie, l'installation de commissions paritaires, organes administratifs devant habituer les élus au fonctionnement des futures structures qui seront bientôt mises en place lors de l'application de la gestion socialiste au sein de la compagnie.

## Vers 1977

1974, an 1 du second Plan national de développement, voit **Air Algérie** s'engager résolument vers les objectifs les plus ambitieux qui lui permettront d'atteindre, à n'en pas douter, le niveau des toutes premières compagnies aériennes internationales.

Une nouvelle orientation est déjà donnée dans ce sens; des mesures sont prises :

Intégration statutaire de la Société de Travail aérien S.T.A., qui devient une unité d'**Air Algérie**, ce qui enrichit les potentialités humaines et matérielles d'une manière sensible;

Extension du réseau, diversification des lignes, revitalisation des activités commerciales, formation poussée du personnel, ce qui portera le taux de navigants nationaux à 75% dès l'année prochaine;

Après la réception cette année du huitième « Boeing », **Air Algérie** disposera d'un matériel volant de 20 appareils (8 « Boeing » - 3 « Caravelle » - 4 « Convaïr » - 5 « Nord »), support de qualité par sa fiabilité et ses coûts économiques d'exploitation;

Avec la livraison, en 1975, de quatre nouveaux « Boeing », **Air Algérie** ne sera pas loin d'atteindre le premier rang des entreprises aériennes du tiers monde, remplissant totalement ses engagements dans la voie du développement économique du pays.

Grâce à la haute conscience professionnelle des travailleurs, à leurs efforts et à leur dynamisme, c'est aujourd'hui un exemple de réussite et une fierté pour l'Algérie.

## Le « Boeing 737-200 » - Advanced « Twinjet »

Il y a trois ans déjà, **Air Algérie** a lancé le premier réseau interafricain qui relie l'Afrique à l'Afrique. La mise en place de deux grands axes aériens constitue aujourd'hui le support idéal en vue de développer et d'harmoniser les relations humaines et économiques entre l'Algérie et les Etats africains du sud du Sahara : Mauritanie, Mali, Guinée d'une part, Niger, Nigeria et Congo-Brazzaville d'autre part.

Une nouvelle desserte sera inaugurée dès le mois de novembre, vers Dakar. C'est là une contribution concrète de la compagnie nationale à l'esprit de l'unité africaine.

Pour exploiter un tel ensemble de lignes régulières dans les meilleures conditions de rentabilité, de rapidité et de confort, le choix d'un matériel volant adéquat s'avérait délicat. Le « B 737-200 » **Advanced**, appareil « **Twinjet** » de conception technologique d'avant-garde, s'imposait aussi bien par ses performances techniques que par le **design** de sa cabine **new look**.

Cet appareil offre une nouvelle gamme de services ajoutée au confort du **new look**.

Il est en effet interchangeable en trois versions :

- tout passager ;
- tout cargo ;
- mixte.

En version frêt, cet appareil répond totalement aux besoins, il est assisté d'un matériel spécialisé, au sol : une plate-forme élévatrice auto-tractée de 10 t de charge ; un transporteur cargo pour déplacements latéraux ; des palettes de chargement de 2,23 m x 2,74 m. Les opérations d'embarquement sont facilitées par la vaste porte-cargo (3,4m x 2,31m). Le tout permet de charger 30 tonnes en vingt-cinq minutes.

Le « 737-200 » offre une plus grande stabilité et permet une vitesse d'approche réduite. C'est le seul « **jet** » au monde qui puisse atterrir sur piste en gravier.

C'est donc l'appareil idéal quant à la polyvalence des services rendus et en fonction de la spécificité de l'infrastructure aéroportuaire africaine.

الخطوط الجوية الجزائرية  
**AIR ALGERIE**



SIEGE SOCIAL : 1, PLACE MAURICE-AUDIN - ALGER  
DIRECTION GENERALE : Tél. : 64.51.21 à 23  
DIRECTION COMMERCIALE : Tél. : 63.92.34 à 36  
RESERVATION (ALGER) : Tél. : 63.07.36

# anniversaire :

## le « petit P.S.U. »

### dans la bataille algérienne

Du nationalisme à l'indépendance, de 1945 à 1962, dix sept ans de lutte pour mettre un terme à plus de cent ans de présence française en Algérie. Deux étapes dont la seconde commençait, il y a juste vingt ans, le 1er novembre 1954 : la lutte armée du peuple algérien sur l'ensemble de son territoire. Même si les résultats, ce jour-là, ne furent pas « spectaculaires » (en termes de communiqué militaire) le monde découvrait une nation algérienne.

Le monde mais aussi... la France.

Mais combien, en fait, étions-nous à le comprendre. Combien étions-nous à comprendre que la lutte du peuple algérien réclamait l'appui, la collaboration du peuple français ? Combien étions-nous à ranger l'impérialisme français au même rang que l'américain ?

Plus encore, dès l'ouverture du conflit qui allait faire plus d'un million de morts algériens — parmi les combattants des armées, parmi les civils des villes et des mechtas, parmi les femmes et les enfants, par les armes et la torture élevée au rang de méthode de guerre, — et provoquer le départ de neuf cent mille français installés en

terre de colonisation pour le seul bienfait de quelques exploiters, dès l'ouverture du conflit, nous ne fûmes qu'une poignée à proclamer que la seule issue était l'indépendance. Nous le fîmes à contre-courant. Nous étions alors accusés d'être des « bradeurs ».

En ces jours d'anniversaire, avec pudeur, nous nous rappellerons qu'il y eût à Paris et dans quelques villes de province, des militants qui dès 1954 se sont rangés du côté du peuple algérien au nom de leur engagement politique et de leur appartenance au camp du socialisme.

Ces militants n'ont pas disposé d'une structure organisationnelle satisfaisante et la « préhistoire » du P.S.U. est justement marquée par cette recherche d'une organisation répondant à leur exigence. Mais il n'empêche. Avec quelle vigueur, ils ont troublé le conformisme des grandes organisations politiques et syndicales. Avec quelle hargne, ils s'en sont pris aux forces de l'ordre qui les pourchassaient, les matraquaient, les arrêtaient... sans les abattre.

Qu'importe leur nombre. Ces hommes et ces femmes d'extrême-gauche — on ne disait pas encore « gauchistes » —

devenaient les camarades de lutte, sur le territoire français, de la résistance algérienne qui se développait des deux côtés de la Méditerranée. Leurs formes d'aide auront été très diverses. Il y aura les cours d'alphabétisation donnés aux travailleurs constituant une bonne « couverture » pour l'aide sociale et la formation politique aux militants du F.N.L. Il y aura l'organisation des passages vers la Suisse, l'Allemagne, la Belgique. Il y aura le portage des valises d'argent et d'armes. Il y aura l'inlassable propagande par collages d'affiches, distributions de tracts, réunions publiques qui ne se déroulaient jamais sans que les partisans de l'Algérie française et / ou les forces de l'ordre n'interviennent et toujours avec une sauvage brutalité. Il y aura l'aide aux rappelés, après le vote des pouvoirs spéciaux accordés par tous les partis représentés à l'Assemblée Nationale à Guy Mollet, les tracts diffusés dans les casernes, puis les actions contre le départ des troupes vers l'Algérie, enfin les réseaux actifs dans les unités sur le terrain même de la guerre. Il y aura enfin en 1960, le P.S.U. qui organisa et coordonna mieux les tâches de ces militants et permit de donner plus d'ampleur à la lutte pour l'indépendance.

On peut évoquer, entre combien d'actions dont des centaines resteront ignorées du plus grand nombre comme cela est le cas dans la lutte clandestine, la journée du 27 octobre 1960 à Paris où pendant plus de deux heures et, à l'époque, cela fut salué comme un exploit, la rue sera tenue par les militants de notre parti et ceux de l'UNEF. On peut rappeler la manifestation surprise du 1er novembre 1961, où le « petit P.S.U. romantique et irresponsable » berna, place Clichy, le Préfet de Police et les centaines de C.R.S. qui l'attendaient dans un autre quar-

tier de la capitale. (Il convient de noter que cette manifestation — la première qui se soit terminée sans le matraquage et la « chasse au lapin » des participants, ce qui les remplit de confiance en eux et dans les capacités de leur parti, — fut la seule réponse de la gauche française au meurtre de centaines de travailleurs algériens perpétré par la Police française quelques jours avant).

On doit se souvenir aussi des huit morts de Charonne, le 8 février 1962. Ce soir-là, enfin, les P.S.U. ont manifesté dans la rue au côté de leurs camarades de la C.G.T., de la C.F.D.T. (qui allait devenir la C.F.D.T.) et du P.C.F.

Dans les vingt dernières années, depuis 1954, tout le monde s'accorde à penser que la guerre de libération pour l'indépendance de l'Algérie a constitué un des accélérateurs les plus fantastiques de la vie politique dans notre pays. Elle aura contribué puissamment à provoquer la fin d'une république et le retour au pouvoir, pour une période, d'un condottiere d'une autre époque, appelé par la bourgeoisie pour la tirer d'une situation inextricable. Elle a contribué à précipiter l'évolution de la social-démocratie, donc la redistribution des cartes politiques en France. Elle n'est pas étrangère à la politisation de toute une jeune génération qui s'exprimera en mai 1968.

Amis algériens, le P.S.U. salue la mémoire de tous ceux qui ont souffert les nombreux militants français qui ont payé un lourd tribut pour vous aider. Il a mené ce combat parce qu'il le jugeait politiquement juste et pousse dans son passé les raisons de croire que son action aujourd'hui est la poursuite de la lutte engagée à vos côtés.

Jean Arthuys ■

## communiqué du P.S.U.

Le 1er Novembre 1954 se déclençait la guerre de libération nationale du peuple algérien contre l'oppression du colonialisme français. En lançant sa déclaration et en déclenchant l'insurrection armée, le Front de Libération Nationale assumait le commencement d'une tâche historique qui ne pouvait qu'aboutir à la victoire définitive du peuple algérien, au terme d'une guerre qui devait coûter à ce peuple plus d'un million de martyrs, et au peuple français tant de sacrifices et de souffrances inutiles.

Le Peuple Algérien et le Parti du FLN s'approprient à célébrer le XX<sup>e</sup> Anniversaire de cette date historique. Aujourd'hui, l'Algérie est un pays qui a su prendre les moyens de son indépendance politique et économique, et s'est résolument engagé dans la voie difficile de

l'édification de l'Algérie nouvelle ; respectée et écoutée dans le monde entier, elle préside actuellement l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, et sa voix a souvent été depuis plusieurs années le porte-parole des peuples d'un Tiers-Monde en lutte pour sa liberté politique, son indépendance économique, son identité culturelle. C'est en cela que le XX<sup>e</sup> Anniversaire du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, début d'un combat long et douloureux est un événement pour l'ensemble du Tiers-Monde. C'est aussi une date importante pour le peuple français : par-delà les cruautés d'une guerre souvent inégale, l'Algérie a su tourner la page et établir avec la France et son peuple des liens qu'elle s'efforce de rendre exemplaires et exempts de toute rancune, démontrant avec éclat que le combat héroïque mené par son

peuple était dirigé contre la bourgeoisie colonialiste française, mais n'a jamais visé le peuple français.

Le Parti Socialiste Unifié s'est créé, au milieu de cette guerre cruelle, en grande partie dans le but de s'opposer au colonialisme français et d'apporter au FLN toute l'aide politique et pratique, légale et illégale, qu'il était en mesure de lui fournir. Il a conscience d'avoir, à un moment important de l'histoire de notre pays, combattu pour l'intérêt commun des peuples algérien et français. C'est pourquoi le P.S.U. s'incline avec respect devant la mémoire des martyrs de la Révolution Algérienne et salue avec émotion, en ce XX<sup>e</sup> Anniversaire, ses frères algériens dans la lutte difficile qu'ils mènent pour la défense des peuples encore opprimés et pour la construction d'une Algérie socialiste.

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ.

## mayotte et les siens

Quel concert de lamentations, quels accents touchants pour exiger que les « Français » de l'île de Mayotte - en fait d'origine malgache - puissent rester dans l'ensemble français. C'est si rare ! On ne les abandonnera pas, titre avec emphase « Aspects de la France », tandis que « Rivarol » consacre une grande page au problème. Plus étonnant, plus scandaleux : le « Monde » a fait campagne pour Marcel Henry, le leader de la petite communauté mahoraise, et a proposé qu'on dissocie le cas de cet îlot de celui de l'ensemble de l'archipel. Nostalgique, le « Monde » ?



# international en bref

## conseils populaires, contrôle populaire

Pour faire face à l'administration et organiser la mobilisation populaire, les « conseils populaires » se multiplient à l'île de la Réunion, sous l'égide des forces de gauche animées par le P.C.R. Même dans des communes dirigées par des municipalités « démocratiques », l'opération est sans doute payante. Dans la mesure où elle permet à de nombreux travailleurs de s'exprimer. C'est un début de contrôle populaire. Un début seulement. Car dans cette île où règnent misère et chômage, et où le petit planteur de canne à sucre se voit sacrifié aux intérêts de la politique

européenne de la betterave, on ne voit guère de solution à moyen terme sans un préalable : l'autodétermination puis l'autonomie, dont le PCR reste le principal partisan. Du côté des socialistes, la restructuration des différentes fractions des socialistes réunionnais permettra-t-elle de clarifier leur situation ? Seule une poignée de « nationaux », notables de l'extrême gauche socialiste, reste attachée aux thèses départementalistes. On souhaite que le nouveau « PS-Ile-de-la Réunion » prenne activement part aux luttes pour l'autodétermination.

## giscard finance thieu

Qu'un tribunal Russell dénonce, et vite, les filouteries de la Banque Mondiale Celle-ci, sur injonction US, se permet de fournir au régime fantoche de Thieu (dont le taux d'inflation s'élève à 65%), une aide substantielle. Pour torpiller les accords de Paris. Et la France a accordé, par l'intermédiaire de cette même Banque, 22

millions de dollars au régime de Saïgon en 1973, et doit en accorder 30 en 1974 et autant en 1975. Il y en a qui s'imaginent que l'argent remplace la crédibilité politique. C'est sans doute ce qu'on appelle le capitalisme colonial. Ou ce qu'il en reste. Au service des causes perdues

## israël capucci et les droits de l'homme

En Israël, le procès de Mgr Capucci révèle la personnalité de cet évêque résistant palestinien qui ne reconnaît pas le droit et la loi de l'occupant sioniste. Il n'est pas le seul prisonnier politique palestinien en Israël. Récemment, le Dr Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme

et qui se définit lui-même comme antisioniste, a déclaré, dans une conférence de presse tenue à Paris, que, selon ses estimations, il y a actuellement environ 6000 prisonniers politiques palestiniens en Israël dont 5000 condamnés par des tribunaux et 900 en prison « administrative ».

## giscard félicité

Voici quelques jours, Pinochet libérait quelques Chiliens qui avaient aussi la nationalité française. « Geste de bonne volonté », expliquait l'AFP, pour remercier la France de sa compréhension, « et notamment le Président Giscard d'Estaing ». Maintenant, c'est

le New-York-Times : pour lui, après la « réunion de presse » de Giscard, c'en est fini de « l'insistance têtue du général de Gaulle à préserver la souveraineté française ». Bravo encore.

A. L. et Ph. M. □

## LE CHILI EN SEPTEMBRE « MOIS DE LA LIBERTE ! »

Le palais de la Moneda, un an après les piquées de l'aviation fasciste, paraît, du moins extérieurement, en parfait état. Aucune trace apparente ; tout est effacé avec beaucoup de soins ; seul un petit panneau indique que des travaux de rénovation sont en cours !

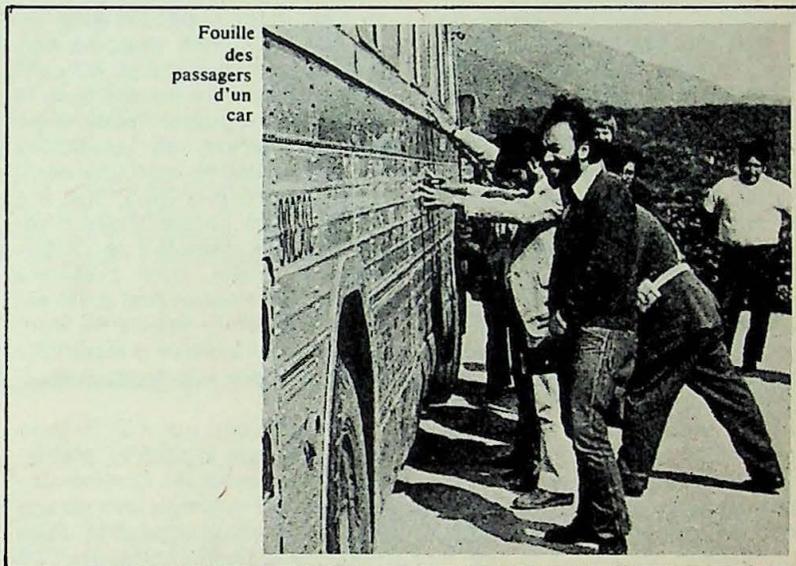
De la même façon, les innombrables inscriptions murales de l'U.P. ont été recouvertes de peinture blanche ou remplacées par des affiches du type : « Septembre mois de la liberté » ou « Dans chaque Chilien il y a un soldat, dans chaque soldat il y a un Chilien ».

L'agitation du centre de Santiago ne s'est pas estompée, au contraire, des milliers de chômeurs sont en quête d'un quelconque petit boulot. Les trottoirs sont obstrués par davantage de camelots, pourtant, curieusement, les cafés, les boutiques sont presque vides. Plus de queues devant les maga-

plus de nouvelles ou de communiquer avec tel autre en difficulté. Au moment où se poursuit ce travail d'organisation de la résistance, parviennent quelques fonds de solidarité, collectés parfois 6 mois auparavant dans le monde.

Pour la junte, il s'agissait de fêter brillamment son premier anniversaire au pouvoir. Les préparatifs fébriles se manifestaient partout : les portraits des quatre compères sont apparus dans plusieurs vitrines, des livres nouveaux sont sortis à la gloire de Pinochet, et surtout une puissante campagne de presse s'est développée. Seule ombre au tableau, l'attitude de l'Eglise et notamment du cardinal Raul Silva Henríquez qui rue dans les branchards en ne voulant pas participer à la consécration des gorilles.

En fait, ils ne parviennent pas à cacher leur peur. Tous les jours, la presse s'en



sins, seules les boulangeries sont prises d'assaut tôt le matin.

Les carabiniers, les flics chiliens, si discrets pendant l'U.P. paraissent aujourd'hui constamment poursuivre une proie. Affublés d'énormes fusils mitrailleurs, ils s'organisent pour la « lutte contre la délinquance ». Il s'agit de la nouvelle tactique de la répression : le quadrillage complet d'un quartier, les vérifications d'identités et l'arrestation immédiate d'environ 10 % des personnes contrôlées qui défilent dans les rues, mains sur la tête, avant de monter dans des camions militaires sous bonne garde.

Vers 11 heures du soir, le centre se vide progressivement, on s'entasse dans les bus pour ne pas se laisser surprendre par le couvre-feu, qui prend effet à une heure du matin. A partir de ce moment, un silence pesant s'installe pour la nuit, brisé seulement par les rondes de soldats armés jusqu'aux dents et les cris de quelques militants que l'on arrête.

Nombre d'entre eux se cachent depuis un an chez un ami ou dans des arrières-boutiques et ne sont jamais retournés chez eux ; nous en avons rencontrés plusieurs qui n'ont pas touché de salaire depuis un an. Après les diverses vagues de répression, de nombreux contacts ont été coupés et la tâche actuelle des militants est essentiellement de réorganiser des réseaux, de rechercher un camarade qui ne donne

prend à l'U.P. comme il y a un an : et ce en employant les arguments les plus bas sur les comptes en banque ou la vie privée des hommes de gauche.

D'autre part, ils développent une campagne contre le Pérou (l'ennemi héréditaire), l'accusant de recevoir des armes soviétiques. En fait d'armes, il s'agit de la signature d'un contrat entre le gouvernement péruvien et l'Aéroflot au sujet de l'établissement d'une ligne aérienne...

Pour Pinochet et sa clique, il est nécessaire de trouver, coûte que coûte, des dérivatifs pour dissimuler la catastrophique situation économique. Dans sa tentative d'ouvrir le plus largement possible les portes aux investissements étrangers, il n'hésite pas à rompre avec les pays du pacte andin, au risque de s'isoler davantage.

La presse relate aussi assez fréquemment les actions des « anti-chiliens », de la « propagande marxiste internationale » ; c'est-à-dire des actes de solidarité avec le peuple chilien qui se déroulent à l'échelle mondiale.

Nul doute que nous devons poursuivre cette solidarité et l'intensifier, non seulement pour isoler plus encore la junte, mais aussi pour redonner courage et soutenir nos camarades qui se battent dans la résistance malgré les rudes coups qu'ils subissent.

B.P. □

# Rabat: Qui soutient les Palestiniens ?

Qui représente les Palestiniens ? Qui peut parler en leur nom ? Qui négociera à Genève face à Israël et à ses alliés ? Qui pourra imposer sa marque aux territoires que, peut-être, dans le cadre d'un règlement négocié, Israël sera contraint de restituer ? Les réponses paraissent simples : les seuls qui puissent parler en leur nom et établir leur autorité sur les territoires libérés sont ceux qui ont combattu avec eux, qui ont lutté pour la libération de leur terre et la création d'un Etat palestinien démocratique et laïque.

Après bien des hésitations, des manœuvres, des petites et grandes trahisons, cette évidence avait fini par triompher et l'Organisation de libération de la Palestine pouvait se vanter d'avoir gagné auprès des gouvernants arabes et dans l'opinion internationale un crédit que les actes de terrorisme aérien ne lui avaient pas toujours valu. Ainsi l'Egypte, après avoir donné l'impression de flirter avec Hussein, le roi de Jordanie, avait choisi clairement Arafat et l'OLP. L'Arabie saoudite a laissé entendre « **qu'elle ne se battrait pas pour Hussein** », ce qui tranche avec ses engagements des années passées. A New-York, un vote massif imposait l'admission d'une représentation de la Palestine aux Nations Unies à travers une délégation de l'OLP (de même qu'à l'Unesco). Enfin — pétrole oblige ! — plusieurs chefs d'Etat occidentaux, dont le président Giscard d'Estaing, se forçaient à reconnaître et l'existence du « fait palestinien », et la légitimité de l'OLP...

Ainsi, lorsque s'est ouvert le 24 octobre le sommet arabe de Rabat, l'OLP était en position de force et Arafat pouvait se flatter par rapport à l'année dernière d'avoir reçu la consécration de l'Egypte, de l'URSS, de l'ONU et de la France. Ce dont — notons-le en passant — Giscard d'Estaing n'a pas été remercié par ses amis politiques. Des affiches, répandues dans Paris quelques jours après le vote favorable de la France à l'ONU, ont aussitôt porté au président français les saluts de l'extrême-droite : « **Munich, Maalot : un assassin à l'ONU - Giscard complice** ». Goût amer, ce pétrole !

A Rabat cependant, l'unanimité ne s'est pas faite au sein des délégations arabes. Hussein était là : le petit roi, ressuscité par les Anglais, soutenu ouvertement par Washington et — en sous main — par Tel Aviv, revendiquait encore, pour lui, son armée de bédouins et le petit clan militaire qui en est issu, le droit de négocier seul avec Israël, d'étendre sa juridiction sur les territoires qu'il libérerait, tel la Cisjordanie. Bien plus, il a soutenu que jamais Israël n'accepterait de remettre la Cisjordanie à Arafat, qu'il préférerait encore l'annexer... bref qu'il est encore, qu'on le veuille ou non, le seul interlocuteur susceptible de trouver gré auprès d'Israël.

On comprend que l'OLP, forte de sa nouvelle légitimité, plébiscitée dans toutes les communautés palestiniennes exilées ou occupées (y compris dans la communauté palestinienne de Jor-

danie, qui en compte 900 000), n'ait pu laisser passer un tel langage. Yasser Arafat a placé les chefs d'Etat arabes devant leurs responsabilités : comme en a convenu quelques jours avant le conseil des ministres préparatoire au sommet, il revient désormais à l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, d'installer un pouvoir politique sur toute partie du territoire palestinien libérée. Ni unité de façade, ni compromis réalisés dans son dos : l'OLP, comme ses titres lui en donnent droit, ne veut plus qu'un monarque féodal, et appuyé par une minorité de type tribal, puisse recueillir les fruits du combat de la résistance palestinienne. Faut-il rappeler qu'en octobre 1973, lors de la guerre du Kippour, l'armée jordanienne est restée sagement massée à la frontière isarélienne...

Le temps presse pourtant. Il n'est pas exclu, selon certaines informations, que le général Rabin, poussé par le Likoud et le PNR (parti religieux), tente une opération-éclair en direction du Sud-Liban, quitte ensuite à accepter d'aller à la table de conférences, mais dans des conditions plus favorables pour Israël.

Les chemins de Genève sont bien curieusement balisés. L'hypothèque jordanienne doit être rapidement levée si les Etats arabes veulent vraiment manifester leur soutien à la cause palestinienne.

PH. Marielie ■

## Déclaration du P.S.U.

L'O.L.P. vient, par son action persévérante d'obtenir la reconnaissance du fait palestinien par l'ONU et, à Rabat, l'appui des états arabes, mis à part la Jordanie du roi Hussein. Désormais l'étape, insuffisante à elle seule, mais importante, de la création d'une entité palestinienne sur une partie du territoire palestinien a l'aval des puissances arabes de la région.

Le PSU qui depuis longtemps a prouvé sa solidarité révolutionnaire avec les objectifs de la résistance palestinienne réitère son entier soutien à l'OLP, seul représentant légitime du peuple

palestinien dans sa lutte de libération nationale.

Il estime que seule une politique de coordination économique et politique menée par des forces socialistes des pays de la Méditerranée peut s'opposer, par une solidarité anti-impérialiste, aux intérêts du capitalisme américain et du Pentagone de Washington, ainsi qu'au sionisme et aux attermolements de certains pays arabes, dans cette partie du monde.

Le PSU soutiendra l'OLP dans sa lutte pour parvenir aux objectifs que s'est fixés la Résistance Palestinienne tels qu'ils ont été définis par les Dix points du

Conseil National Palestinien de juin 1974, dans la perspective de l'instauration d'un Etat démocratique et laïc sur l'ensemble du territoire palestinien.

Le PSU prendra tous les contacts nécessaires avec les forces progressistes des pays européens et arabes de la Méditerranée pour examiner l'apport des forces révolutionnaires de la Méditerranée au règlement de la question du Proche-Orient sur la base des positions de l'OLP et pour envisager les moyens concrets afin d'aider au renforcement de la lutte de la Résistance Palestinienne. ■

## nouvelle calédonie

### les canaques au trou



Un bout de France dans le Pacifique sur lequel règne la société « Le Nickel », vous connaissez ? C'est la Nouvelle Calédonie, colonie française depuis 121 ans. Le gouverneur, la police, l'armée et la gendarmerie françaises y mènent la vie dure à une poignée de militants canaques qui luttent pour l'autodétermination et l'autonomie de l'île. C'est dur : la France amène le pactole, « Le Nickel » le travail ; et les Canaques ne sont plus maîtres chez eux : la communauté française est nombreuse, profitant des « miracles » du « franc Pacifique » et imposant à la population son mode de vie et de pensée.

Enfin pensée, c'est beaucoup dire. Ordre établi, maintien du statu quo, c'est son programme. Et on ne badine pas avec ceux qui le contestent trop ouvertement. Ainsi lorsque des militants anti-colonialistes ont déployé des banderoles lors du défilé militaire qui commémorait le cent vingt et unième anniversaire de la « prise de possession » de l'île par la France ; incarcérés, ils ont été condamnés à la fin du mois de septembre à des peines légères de prison ferme.

Durant le procès, une importante manifestation a eu lieu autour du palais de justice, puis dans la salle d'audience. Alors que les inculpés déclaraient qu'ils ne se sentaient pas concernés par un procès qui leur était intenté au nom d'une loi française — c'est-à-dire d'une justice étrangère — des salves d'applaudissement ont éclaté. Le président a voulu faire évacuer la salle ; mais le public a tenu bon et a refusé de partir tant que la justice coloniale n'avait pas prononcé de jugement. Au terme d'un face à face de deux heures avec les forces de l'ordre, les militants présents ont déclaré qu'ils n'opposeraient pas de résistance si on les vidait ; mais la police a « nettoyé » brutalement le Palais, s'acharnant sur les militants qui n'opposaient pourtant, comme convenu, aucune résistance. Quinze interpellations, et dix blessés.

Le jour même, douze manifestants, tous militants en vue des principaux mouvements autonomistes — Foulards Rouges, Jeunesses Calédoniennes, Union Pacifiste — ont été jugés et condamnés à des peines de prison de 2 à 6 mois pour « entrave à l'exercice de la justice ». Comme ils ont fait appel, ils se retrouveront devant les juges dans quelques semaines. Un comité de soutien s'est constitué à Paris (c/o Julien Dillenseger, 16 ter rue Censier, Paris 75005 CCP : 97.12.40.

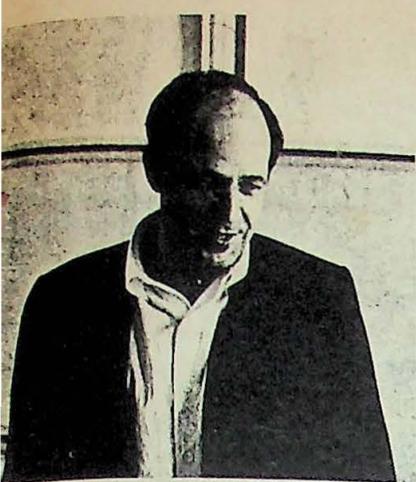
Ph. M. ■

## calendrier politique

— Week-end national P.S.U. — Ecole les 9 et 10 Novembre, 9 rue Borromée PARIS 15<sup>e</sup> à partir de 14 heures.

Pour tous renseignements pratiques — billets de train, logement, etc... il est préférable de téléphoner : 566.45.37

— Meeting M.L.A.C., le 15 Novembre à la Mutualité (PARIS)



# Préludes pour une musique nouvelle

Du 19 au 23 octobre ont eu lieu à Paris les premières manifestations publiques de l'IRCAM, Institut de recherche et de coordination acoustique-musique, dirigé par Pierre Boulez.

Cet institut, implanté au Centre Beaubourg comprendra essentiellement quatre secteurs, placés, chacun, sous la responsabilité d'un compositeur : - Instruments et voix (Vinko Globokar) - Electro-acoustique (Luciano Berio) - Ordinateur (Jean-Claude Risset) - Coordination « Diagonal » (Gerald Bennett). L'ouverture est prévue fin 76.

La constitution d'un organisme de recherche sur le matériau musical, où le travail scientifique fait partie intégrante du travail de la création artistique, constitue un événement sans précédent dans l'histoire de notre culture. Il remet en question l'activité même du musicien, et le contraint à repenser son art dans ses principes, ses finalités, son histoire.

Si l'on peut beaucoup attendre de la mise en œuvre d'un tel projet, on doit rester vigilant en ce qui concerne les modalités de sa réalisation, et les moyens qui lui seront attribués. Surtout il importe de veiller à ce que cette entreprise ne demeure pas l'instrument d'une simple politique de prestige encore et toujours suspendue aux girandoles de la capitale.

## ● Pierre BOULEZ précise ici certains aspects de son projet.

● T.S. On constate en France un net décalage entre vos projets et l'enseignement qui se pratique encore dans les conservatoires. Pensez-vous qu'il soit possible de combler ce retard français et que la structure IRCAM puisse se diffuser dans les conservatoires ?

● P.B. Je suis très sceptique en ce qui concerne les conservatoires parce qu'ils sont basés sur un système d'éducation à mon sens très périmé. Est-ce que ça vaut la peine de les sauver ? En tous cas ce n'est pas la peine de les sauver directement. On peut les sauver indirectement, c'est-à-dire en ne s'occupant pas d'eux directement, mais en les forçant pratiquement à ce qu'eux s'occupent de nous.

Propos recueillis par Dominique Lyon.

Il s'agirait donc d'établir un modèle. Nous ne refusons pas non plus les contacts, en particulier nous ne refusons pas des élèves. Je crois qu'à un moment donné, il ne sert plus à rien d'enlever la mauvaise herbe. Il faut planter un nouveau champ.

● T.S. Pensez-vous qu'à long terme, la création musicale puisse faire l'objet d'une politique concertée ? Pensez-vous qu'elle doive même en être l'objet ? Il est très important de définir les rapports du Pouvoir et de la création musicale.

● P.B. L'important est qu'un Etat « n'impose pas », par des pressions politiques ou économiques ; en France, il y a une espèce de coterie. On « organise », dans une certaine direction, et ce, depuis que je fais de la musique, depuis 1944. C'est pour ça du reste que je suis parti, en 1968, il y a sept ans.

Je trouve que l'Etat devrait avoir des organismes semi-privés semi-publics, où l'initiative ne serait pas à la mesure d'un fonctionnaire, qu'il soit médiocre ou pas, mais d'une personne qui serait dépendante d'une certaine organisation, comme les radios en Allemagne, et révocable au bout de deux ans si besoin est. C'est par là qu'il faut commencer. Ce n'est pas par des projets du type : on commande une œuvre à M. X, une œuvre à M. Y ; ce ne serait rien d'autre qu'un petit saupoudrage visant à calmer tous les appétits, des opérations rideaux de fumée, avec de grands fumets et finalement rien d'efficace.

● T.S. Pouvez-vous dégager en quelques traits la portée théorique d'une recherche technologique fondée sur les ordinateurs et l'électro-acoustique ?

Les notions de base de la musique ne

seront-elles pas remises en cause, en particulier celles de timbre, de hauteur, de fréquence, d'espace ?

● P.B. L'analyse acoustique, et musicale en général, s'est appuyée, jusqu'à très récemment encore, sur les travaux d'Helmholtz, physicien allemand du XIXe siècle. Je crois qu'il faut utiliser maintenant les outils scientifiques du XXe. Dans cette perspective, l'aspect, l'étude théorique des sons seront très certainement renouvelés. Cela ne veut pas dire que cela influencera directement la composition, de même qu'Helmholtz n'a pas directement influencé Wagner. Mais il est certain que pour toute une théorie de la musique, les choses se tiennent, même si elles sont diffusées. Nous tâchons de les rendre plus précises. Cela correspond à une tendance de notre époque, comme au XVIIIe, d'organiser en système des notions jusque là dispersées ; ce qui contribue en partie à les redéfinir. Pour clarifier certains problèmes, en particulier celui du matériau musical, sa transformation, nous sommes donc obligés de faire appel à des investigations de ce type.

● T.S. Le spectre acoustique ne permet-il pas de constituer une nouvelle harmonie ?

● P.B. Cela permettra certainement de délimiter au fur et à mesure les nouvelles règles, ou certaines façon d'envisager le langage musical. Il ne s'agira peut-être pas de nouvelles règles au sens de celles de l'ancien univers musical. Mais cela aidera sans aucun doute à définir les démarches possibles dans le nouvel univers musical.

Ces réponses font partie d'un entretien plus approfondi qui fera l'objet d'un article à paraître prochainement dans Critique socialiste.

# Les fascinés du fascisme

## Le pique-nique de Claretta, de René Kalisky - Mise en scène d'Antoine Vitez

Avec Le Pique-nique de Claretta, Antoine Vitez réussit le spectacle le plus nettement politique que nous lui devons. Et cela sans que paraisse dans son propos l'ombre du didactisme, en faisant naître de son continuel souci de rigueur la mise en scène la plus libre, apparemment, la plus sensuelle aussi qu'il ait jamais conçue.

Ces qualités, qui font du Pique-nique de Claretta un des plus beaux spectacles — un des plus illuminants aussi pour l'esprit — qu'on puisse voir actuellement (1), prennent appui, il va sans dire, sur la pièce elle-même. Elle est une des rares tentatives de dramaturgie indirecte que nous connaissions.

René Kalisky évoque les derniers moments de la vie de Mussolini. En Avril 1945, les troupes alliées étaient aux portes de Milan et le Duce cherchait à quitter la ville en compagnie de sa jeune maîtresse, Clara Petacci. Voulait-il continuer la lutte dans la Valteline où l'attendaient les chemises noi-

res de Pavolini ? Voulait-il s'enfuir vers l'Allemagne avec la complicité des S.S. chargés de le protéger, ou tâcher de leur échapper et gagner la Suisse ?

D'entrée de jeu, c'est l'exécution de Mussolini et de Clara Petacci, nus, pendus par les pieds, livrés à la fureur populaire, qui est suggérée par les personnages qui, devant nous, imaginent eux-mêmes la pièce.

Car — et c'est là l'intérêt de l'argument dramatique — les personnages qui redonnent vie au drame ne sont pas ceux de l'Histoire, mais six jeunes gens dont nous ne savons rien, des membres de l'aristocratie italienne tels que les évoquent les films de Fellini ou d'Antonioni. Fascinés par l'aventure fasciste, ils ont organisé une « partie » dans quelque splendide demeure entièrement tapissée de miroirs, (2) à seule fin de se souvenir.

Mais qu'est-ce que le mot souvenir signifie ici ? Pièce et mise en scène opèrent un brassage des

temps. Devons-nous nous situer en imagination dans les années 50, en compagnie de personnages qui ont pu connaître le Duce et qui tentent de voir clair dans les événements qui ont précipité sa fin ? Sommes-nous en 1974, l'aventure de Mussolini n'étant plus connue des personnages que par les récits qui en ont été faits ? Leur propos serait alors de réinventer — pour eux mêmes — des moments du fascisme, parce qu'ils sont, dans notre époque, des amoureux rétrogrades d'un temps qui leur échappe.

Le propos de la pièce — et plus encore du spectacle qui est une réflexion sur la pièce — est en effet une dénonciation non du fascisme lui-même, mais des résidus qu'il a laissés dans les esprits, une dénonciation de la nostalgie du fascisme. Choissant le jeu de société — jeu poursuivi devant des miroirs qui constamment leur renvoient leur double image : eux-mêmes dans les personnages historiques qu'ils choisissent d'incarner — les six personnages nous donnent une représentation

saisissante du fascisme actuel. Et cette représentation est saisie dans un double aspect : celui du fascisme comme aspiration d'une part : la nostalgie d'un ordre où tout va de soi, parce qu'il s'appuie sur des valeurs non repensées, d'un ordre qui invite à vivre dangereusement, la violence et le souci de jouissance immédiate, qui, dit Vitez, « se pare d'esthétisme, d'élégance rétro », étant une façon de rompre avec les « mentalités épicuriennes » ; celui du fascisme comme réalité d'autre part : engagés, au moins en imagination, dans le sauve-qui-peut que sont les derniers jours de Mussolini, les six personnages montrent ce qu'il y a de dépravation du cœur et des sens sous le charme des attitudes, de lâcheté dans l'apparence de la bravoure, de désarroi dans une exaltation de l'action quand celle-ci brusquement tourne à vide. Ainsi sont démontés les mécanismes politiques. C'est du beau travail.

Dominique NORES.

(1) Au Studio d'Ivry, 21 rue Ledru-Rollin à Ivry, 21 h. Sauf Lundi, Dimanche 17 h.  
(2) Scénographie de Claude Sauterbach.

# A Djibouti non à la justice coloniale

Dans une cellule de la prison centrale de Muret près de Toulouse, un homme, jeune encore, vient de passer sa licence de philosophie. Il prépare une licence en droit. Il écrit un livre sur son pays. C'est un Djiboutien. Condamné à mort en 1968, puis grâcié par le général de Gaulle, il purge sa peine depuis sept ans. Sa santé est fragile. Il espère.

Ses avocats, Me Pinet et de Félice, essaient d'informer la population sur le cas de ce jeune, de faire éclater la vérité aux yeux de l'opinion publique. Car Omar Osman Rabeah n'a jamais reconnu les actes dont il est accusé. Il a été condamné pour d'évidents motifs politiques. Parce qu'il était opposé, aux agissements du chef du gouvernement territorial, Ali Aref, gaulliste inféodé à Foccart, l'homme qui règne encore aujourd'hui à Djibouti, quel que soit le haut commissaire envoyé de Paris dans ce territoire le plus isolé par la géographie et le manque d'informations qui se puisse imaginer.

## Un procès typiquement colonial

Le 6 mai 1968, alors qu'en « métropole » les étudiants montaient aux barricades, onze personnes arrivent au Palais de justice de Djibouti. Il y a là, en qualité d'autochtones : un chef de quartier, un adjoint des services économiques, un agent d'usine électrique, un propriétaire, un agent de voirie. En qualité d'euro-péen : le directeur de la BNCI, le directeur de la Shell, un importateur grossiste, le directeur des Messageries Maritimes et le directeur du service des affaires générales de l'administration. Onze personnes. Un jury représentatif des intérêts dominants, ceux de la puissance française, ceux de la classe des fonctionnaires locaux hypertrophiée comme dans tout pays sous-développé, totalement inféodée à la faction dirigeante pro-gaulliste de l'époque. Onze personnes, déjà désignées par arrêté du 26 novembre 1967 et en vertu d'un décret qui date du 4 février... 1904, et qui, avec les magistrats du siège, vont former la Cour criminelle.

Nous sommes en plein Far-West. En vingt-cinq jours, un procès expéditif va envoyer au poteau Omar Osman Rabeah, arrêté le jour même. Le 6 mai, en effet, au moment où le Président Ali Aref Bourhan se présente au domicile de son chef de cabinet, un individu s'avance vers lui armé d'un pistolet mitrailleur qui ne fonctionna pas. C'est alors qu'un individu qui se tenait à ses côtés lance dans la direction du groupe constitué par Ali Aref, son chef de cabinet et un garde du corps, une grenade qui explose, tuant le chauffeur du président, Ali Isak Osman, et blessant légèrement le président et son chef de cabinet.

Le même jour, à 16 heures, alors qu'Omar Osman Rabeah se préparait à sortir de son domicile pour effectuer une promenade sur la jetée d'escale, une jeep s'arrête brutalement devant sa porte et les gendarmes l'arrêtent. Ali Aref l'accusait d'avoir lancé la grenade. Omar Osman Rabeah était un leader politique. Avec ses camarades du « Parti du mouvement populaire » il était partisan de l'indépendance de son pays. Son parti avait été dissous. Il avait été inquiété, poursuivi, emprisonné. C'est un Issa, membre de l'une des ethnies du Territoire. Ali Aref est Afar, tribu du Nord. Depuis des années, le pouvoir joue les rivalités raciales pour s'imposer. Belle occasion. On crie harro sur l'Issa meurtrier. On trouvera des témoins...

Mais Me Pinet, l'avocat d'Omar est formel. Il a constaté que les garanties de la défense, lors de ce procès, sont restées méconnues. Il a constaté que l'accusation portée contre Omar n'a pas été prouvée : les témoins se sont contredits sur plusieurs points : le nombre des participants à l'attentat, l'habillement des protagonistes, le trajet suivi, le moyen de locomotion emprunté. Le participant étant identifié comme étant Omar Osman Rabeah aurait été blessé sur les lieux mêmes de l'action. Or l'accusé fut trouvé exempt de toute blessure. La seule preuve de l'accusation a été la reconnaissance d'un tatouage, moyen d'identification douteux puisqu'il s'agit d'une marque tribale portée par des centaines d'hommes ! Bref, une hâte toute particulière à juger selon une procédure dont le caractère expéditif met à nu les lacunes. Bien des choses laissent à penser qu'il s'agit d'une vengeance personnelle et d'un procès politique. Le 27 juin 1968, jour du verdict, Ali Aref peut respirer. Un de ses ennemis politiques a été éliminé.

## Afars et Issas

Ainsi, deux ans après les sanglants événements qui marquèrent, en août 1966, le passage de de Gaulle à Djibouti, l'ordre règne. Les Afars amis d'Aref noyautent toute l'administration. La répression s'abat sur un pays en proie à la plus noire misère. Pour justifier la fraude électorale, les dépenses somptuaires de certains privilégiés, le favoritisme, tous les moyens sont bons. Alors que de 1957 à 1967 les Issas, (ou Somalis), moins nombreux et considérés comme raisonnables, avaient la majorité à l'Assemblée Territoriale, après 1968 la tendance inverse s'accroît : les Issas devenant plus nombreux, on s'arrange pour n'accorder la citoyenneté française qu'à des Afars. Ce qui a quelques conséquences électorales ! Les 48 000 Afars du Territoire ont la nationalité française, alors que sur plus

de 40 000 Issas, 23 000 seulement en bénéficient. Entre 1967 et 1969, plus de 10 000 Somalis sont progressivement expulsés de Djibouti.

Mais en 1972, l'apparition de la « Ligue populaire africaine », parti d'opposition qui regroupe, fait totalement nouveau, l'ensemble des ethnies, et qui est décidée à lutter contre la fraude électorale et pour le retour à la démocratie, jette le trouble chez les partisans d'Aref et dans les rangs de l'administration coloniale. Celle-ci riposte par une répression accrue : barrage électrifié autour de la ville de Djibouti, rafles, arrestations, organisation d'un racisme anti-somali, pressions de toutes sortes à l'encontre de tous ceux qui ont un contact quelconque avec l'opposition de gauche en France, tortures... A Djibouti, tout est permis. Ali Aref règne. Omar Osman Rabeah est toujours en prison. Il ne bénéficie même pas du statut politique.

## La fin de la nuit ?

Septembre 1974 : c'est l'effondrement du Négus, la révolution dans l'Ethiopie toute proche. Ca bouge en Erythrée. Un nouveau haut-commissaire vient d'arriver à Djibouti M. Dablanc. Des exilés partisans de l'indépendance de Djibouti ont trouvé refuge en République de Somalie où une junte militaire poursuit une expérience de gouvernement socialiste. L'Océan Indien devient de plus en plus une zone où l'impérialisme, voyant son hégémonie menacée, n'hésitera pas à mettre un terme par la force aux ambitions légitimes des forces de libération. La France renforce son dispositif militaire : 5 000 hommes, une douzaine de bâtiments, un aérodrome militaire bien fourni. Omar Osman Rabeah la pressenti l'évolution qui s'amorce. Quelque part dans un quartier de Djibouti, un vieux père attend, inquiet, le retour de son fils. Que sa libération, celle de ses camarades (1), et l'émancipation de son pays soient un seul et même objectif que tous ceux qui croient en la démocratie et la justice doivent arracher au plus vite. (2).

André LAUDOUE

(1) Notamment Omar Elmi Kairen condamné à la réclusion à perpétuité le 22 juin 1970, par une Cour d'Assise Pénale et sans l'assistance d'un avocat et qui est emprisonné à la Cour comme un condamné de droit commun, sans visites et sans aide depuis le 3 mars 1971 !

(2) Un comité « Pour la justice à Djibouti » est en voie de constitution à Paris, afin d'obtenir la libération d'Omar Osman Rabeah et des prisonniers politiques. (Renseignements : François Reill Soult, 46 rue de Vaugirard, Paris 7ème).

Omar Osman Rabeah

